Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 98 del 29 aprile 1998 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Mercoledì, 29 aprile 1998 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 83/L

LEGGE 16 aprile 1998, n. **120.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali, con annesso, fatto a Ginevra il 26 gennaio 1994.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 16 aprile 1998, n. **120**.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale del 1994, sui legni tropicali, con annesso, fatto a Ginevra il 26 gennaio 1994.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali, con annesso, fatto a Ginevra il 26 gennaio 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 41 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 117 milioni annue a decorrere dal 1997, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica
nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica,
ai sensi dell'articolo 86 della Costituzione

MANCINO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

ACCORD INTERNATIONAL DE 1994
SUR LES BOIS TROPICAUX

NATIONS UNIES

1994

PREAMBULE

Les Parties au présent Accord,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, le programme intégré pour les produits de base, le texte intitulé "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène" et les objectifs pertinents de l'Esprit de Carthagène,

Rappelant l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux et reconnaissant le travail de l'Organisation internationale des bois tropicaux ainsi que les résultats qu'elle a obtenus depuis sa création, dont une stratégie ayant pour but le commerce international des bois tropicaux provenant de sources gérées de façon durable,

Rappelant en outre la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts, ainsi que les chapitres pertinents du programme Action 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en juin 1992 à Rio de Janeiro; la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; et la Convention sur la diversité biologique,

Reconnaissant l'importance du bois d'oeuvre pour l'économie des pays ayant des forêts productrices de bois d'oeuvre,

Reconnaissant en outre le besoin de promouvoir et d'appliquer des principes directeurs et des critères comparables et appropriés pour la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts productrices de bois d'oeuvre,

Tenant compte des relations entre le commerce des bois tropicaux et le marché international du bois, ainsi que du besoin de se placer dans une perspective globale afin d'améliorer la transparence du marché international du bois,

Notant l'engagement pris par tous les membres à Bali (Indonésie), en mai 1990, visant à ce que les exportations de produits dérivés des bois tropicaux proviennent, d'ici l'an 2000, de sources gérées de façon durable et reconnaissant le principe 10 de la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts, qui énonce que des ressources financières nouvelles et supplémentaires devraient être fournies aux pays en développement pour leur permettre de gérer, de conserver et d'exploiter de manière écologiquement viable leurs ressources forestières, notamment par le boisement et le reboisement, et pour lutter contre le déboisement et la dégradation des forêts et des sols,

Notant également la déclaration par laquelle les membres consommateurs qui sont parties à l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux se sont engagés, à la quatrième session de la Conférence des Nations unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux, à Genève, le 21 janvier 1994, à préserver ou à réaliser d'ici l'an 2000 une gestion durable de leurs forêts respectives,

Désireuses de renforcer le cadre de la coopération internationale et de la mise au point de politiques entre les membres pour trouver des solutions aux problèmes concernant l'économie des bois tropicaux,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

Reconnaissant la souveraineté des membres sur leurs ressources naturelles, telle qu'elle est définie dans le principe 1 a) de la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts, les objectifs de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux (ci-après dénommé "le présent Accord") sont les suivants :

a) Offrir un cadre efficace pour les consultations, la coopération internationale et l'élaboration de politiques entre tous les membres en ce qui concerne tous les aspects pertinents de l'économie mondiale du bois;

b) Offrir un cadre pour des consultations afin de promouvoir des pratiques non discriminatoires dans le commerce du bois;

c) Contribuer au développement durable;

d) Renforcer la capacité des membres d'exécuter une stratégie visant à ce que, d'ici à l'an 2000, les exportations de bois et de produits dérivés des bois tropicaux proviennent de sources gérées de façon durable;

e) Promouvoir l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux provenant de sources durables par l'amélioration des caractéristiques structurelles des marchés internationaux, en tenant compte, d'une part, d'un accroissement à long terme de la consommation et de la continuité des approvisionnements et, d'autre part, de prix qui reflètent les coûts de la gestion durable des forêts et qui soient rémunérateurs et équitables pour les membres, ainsi qu'une amélioration de l'accès aux marchés;

f) Promouvoir et appuyer la recherche-développement en vue d'améliorer la gestion des forêts et l'efficacité de l'utilisation du bois, ainsi que d'accroître la capacité de conserver et de promouvoir d'autres valeurs de la forêt dans les forêts tropicales productrices de bois d'oeuvre;

g) Développer et contribuer à des mécanismes visant à apporter des ressources financières nouvelles et additionnelles et des compétences techniques dont il est besoin pour renforcer la capacité des membres producteurs d'atteindre les objectifs du présent Accord;

h) Améliorer l'information sur le marché en vue d'assurer une plus grande transparence du marché international du bois, notamment par le rassemblement, le colligeage et la diffusion de données relatives au commerce, y compris de données relatives aux essences commercialisées;

i) Promouvoir une transformation accrue et plus poussée de bois tropicaux provenant de sources durables dans les pays membres producteurs, en vue de stimuler l'industrialisation de ces pays et d'accroître ainsi leurs possibilités d'emploi et leurs recettes d'exportation;

j) Encourager les membres à appuyer et à développer des activités de reboisement en bois d'oeuvre tropicaux et de gestion forestière, ainsi que la remise en état des terres forestières dégradées, compte dûment tenu des intérêts des communautés locales qui dépendent des ressources forestières;

k) Améliorer la commercialisation et la distribution des exportations de bois tropicaux provenant de sources gérées de façon durable;

l) Encourager les membres à élaborer des politiques nationales visant à l'útilisation et à la conservation durables des forêts productrices de bois d'oeuvre et de leurs ressources génétiques, et au maintien de l'équilibre écologique des régions concernées, dans le contexte du commerce des bois tropicaux;

m) Promouvoir l'accès à la technologie et le transfert de technologie, ainsi que la coopération technique pour la réalisation des objectifs du présent Accord, y compris selon des modalités et des conditions favorables et préférentielles, ainsi qu'il en sera mutuellement convenu;

n) Encourager l'échange d'informations sur le marché international du bois.

CHAPITRE II. DEFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Par "bois tropicaux" il faut entendre le bois tropical non conifère à usage industriel (bois d'oeuvre) qui pousse ou est produit dans les pays situés entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne. Cette expression s'applique aux grumes, sciages, placages et contre-plaqués. Les contre-plaqués qui se composent en partie de conifères d'origine tropicale sont également inclus dans la présente définition;

2. Par "transformation plus poussée" il faut entendre la transformation de grumes en produits primaires de bois d'oeuvre tropical et en produits semi-finis et finis composés entièrement ou presque entièrement de bois tropicaux;

3. Par "membre" il faut entendre un gouvernement ou une organisation intergouvernementale visée à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord, que celui-ci soit en vigueur à titre provisoire ou à titre définitif;

4. Par "membre producteur" il faut entendre tout pays doté de ressources forestières tropicales et/ou exportateur net de bois tropicaux en termes de volume, qui est mentionné à l'annexe A et qui devient partie au présent Accord, ou tout pays non mentionné à l'annexe A, doté de ressources forestières tropicales et/ou exportateur net de bois tropicaux en termes de volume, qui devient partie à l'Accord et que le Conseil, avec l'assentiment dudit pays, déclare membre producteur;

5. Par "membre consommateur" il faut entendre tout pays mentionné à l'annexe B qui devient partie au présent Accord, ou tout pays non mentionné à l'annexe B qui devient partie à l'Accord et que le Conseil, avec l'assentiment dudit pays, déclare membre consommateur;

6. Par "Organisation" il faut entendre l'Organisation internationale des bois tropicaux instituée conformément à l'article 3;

7. Par "Conseil" il faut entendre le Conseil international des bois tropicaux institué conformément à l'article 6;

8. Par "vote spécial" il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres producteurs présents et votants et 60 % au moins des suffrages exprimés par les membres consommateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par au moins la moitié des membres producteurs présents et votants et au moins la moitié des membres consommateurs présents et votants;

9. Par "vote à la majorité simple répartie" il faut entendre un vote requérant plus de la moitié des suffrages exprimés par les membres producteurs présents et votants et plus de la moitié des suffrages exprimés par les membres consommateurs présents et votants, comptés séparément;

10. Par "exercice" il faut entendre la période allant du 1er janvier au 31 décembre inclus;

11. Par "monnaies librement utilisables" il faut entendre le deutsche mark, le dollar des Etats-Unis, le franc français, la livre sterling, le yen et toute autre monnaie éventuellement désignée par une organisation monétaire internationale compétente comme étant en fait couramment utilisée pour effectuer des paiements au titre de transactions internationales et couramment négociée sur les principaux marchés des changes.

CHAPITRE III. ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 3

Siège et structure de l'Organisation internationale des bois tropicaux

1. L'Organisation internationale des bois tropicaux créée par l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux continue d'assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et d'en surveiller le fonctionnement.

2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international institué conformément à l'article 6, des comités et autres organes subsidiaires visés à l'article 26, ainsi que du Directeur exécutif et du personnel.

3. L'Organisation a son siège à Yokohama, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

4. Le siège de l'Organisation est situé en tout temps sur le territoire d'un membre.

Article 4

Membres de l'Organisation

Il est institué deux catégories de membres de l'Organisation, à savoir :

a) Les membres producteurs; et

b) Les membres consommateurs.

Article 5

Participation d'organisations intergouvernementales

1. Toute référence faite dans le présent Accord à des "gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté européenne et pour toute autre organisation intergouvernementale ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur les produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification d'application à titre provisoire, ou de l'adhésion est, dans le cas desdites organisations intergouvernementales, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification d'application à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations intergouvernementales.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdites organisations intergouvernementales disposent d'un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuables à leurs Etats membres, conformément à l'article 10. En pareil cas, les Etats membres desdites organisations intergouvernementales ne sont pas autorisés à exercer leurs droits de vote individuels.

CHAPITRE IV. CONSEIL INTERNATIONAL DES BOIS TROPICAUX

Article 6

Composition du Conseil international des bois tropicaux

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international des bois tropicaux, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour participer aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant peut être autorisé à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou dans des circonstances particulières.

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord.

2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord, notamment son règlement intérieur, les règles de gestion financière et le statut du personnel de l'Organisation. Les règles de gestion financières régissent notamment les entrées et les sorties de fonds du compte administratif, du compte spécial et du Fonds pour le partenariat de Bali. Le Conseil peut, dans son règlement intérieur, prévoir une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

Article 8

Président et Vice-Président du Conseil

1. Le Conseil élit pour chaque année civile un président et un vice-président, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2. Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres producteurs, l'autre parmi ceux des membres consommateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3. En cas d'absence temporaire du Président, le Vice-Président assure la présidence à sa place. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence de l'un ou de l'autre ou des deux pour la durée du mandat restant à courir, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires parmi les représentants des membres producteurs et/ou parmi les représentants des membres consommateurs, selon le cas, à titre temporaire ou pour la durée du mandat restant à courir du ou des prédécesseurs.

Article 9

Sessions du Conseil

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire au moins une fois par an.

2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est requis :

a) Par le Directeur exécutif agissant en accord avec le Président du Conseil; ou

b) Par une majorité des membres producteurs ou une majorité des membres consommateurs; ou

c) Par des membres détenant au moins 500 voix.

3. Les sessions du Conseil ont lieu au siège de l'Organisation à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent.

4. Le Directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour avec un préavis d'au moins six semaines, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins sept jours.

Article 10

Répartition des voix

1. Les membres producteurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres consommateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Les voix des membres producteurs sont réparties comme suit :

a) 400 voix sont réparties également entre les trois régions productrices d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie-Pacifique. Les voix ainsi attribuées à chacune de ces régions sont ensuite réparties également entre les membres producteurs de cette région;

b) 300 voix sont réparties entre les membres producteurs selon la part de chacun dans les ressources forestières tropicales totales de tous les membres producteurs; et

c) 300 voix sont réparties entre les membres producteurs proportionnellement à la valeur moyenne de leurs exportations nettes de bois tropicaux pendant la dernière période triennale pour laquelle les chiffres définitifs sont disponibles.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, le total des voix attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article aux membres producteurs de la région d'Afrique est réparti également entre tous les membres producteurs de ladite région. S'il reste des voix, chacune de ces voix est attribuée à un membre producteur de la région d'Afrique : la première au membre

producteur qui obtient le plus grand nombre de voix calculé conformément au paragraphe 2 du présent article, la deuxième au membre producteur qui vient au second rang par le nombre de voix obtenues, et ainsi de suite jusqu'à ce que toutes les voix restantes aient été réparties.

4. Aux fins du calcul de la répartition des voix conformément au paragraphe 2 b) du présent article, il faut entendre par "ressources forestières tropicales" les formations forestières feuillues denses productives telles qu'elles sont définies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

5. Les voix des membres consommateurs sont réparties comme suit : chaque membre consommateur dispose de 10 voix de base; le reste des voix est réparti entre les membres consommateurs proportionnellement au volume moyen de leurs importations nettes de bois tropicaux pendant la période triennale commençant quatre années civiles avant la répartition des voix.

6. Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice au début de sa première session de l'exercice conformément aux dispositions du présent article. Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article.

7. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la catégorie ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article. Le Conseil fixe alors la date à laquelle la nouvelle répartition des voix prend effet.

8. Il ne peut y avoir de fractionnement de voix.

Article 11

Procédure de vote au Conseil

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient et aucun membre ne peut diviser ses voix. Un membre n'est toutefois pas tenu d'exprimer dans le même sens que ses propres voix celles qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2 du présent article.

2. Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre producteur peut autoriser, sous sa propre responsabilité, tout autre membre producteur, et tout membre consommateur peut autoriser, sous sa propre responsabilité, tout autre membre consommateur, à représenter ses intérêts et à utiliser ses voix à toute séance du Conseil.

3. Un membre qui s'abstient est réputé ne pas avoir utilisé ses voix.

Article 12

Décisions et recommandations du Conseil

1. Le Conseil s'efforce de prendre toutes ses décisions et de faire toutes ses recommandations par consensus. A défaut de consensus, toutes les décisions et toutes les recommandations du Conseil sont adoptées par un vote à la majorité simple répartie, à moins que le présent Accord ne prévoie un vote spécial.

2. Quand un membre invoque les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

Article 13

Quorum au Conseil

1. Le quorum requis pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres de chaque catégorie visée à l'article 4, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans leur catégorie.

2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance ni le lendemain, le quorum est constitué les jours suivants de la session par la présence de la majorité des membres de chaque catégorie visée à l'article 4, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent la majorité du total des voix dans leur catégorie.

3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 11 est considéré comme présent.

Article 14

Coopération et coordination avec d'autres organisations

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées aux fins de consultation et de coopération avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Commission du développement durable (CDD), les organisations intergouvernementales, notamment l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), et les organisations non gouvernementales.

2. L'Organisation utilise, dans toute la mesure possible, les facilités, services et connaissances spécialisées d'organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales existantes, afin d'éviter le chevauchement des efforts réalisés pour atteindre les objectifs du présent Accord et de renforcer la complémentarité et l'efficacité de leurs activités.

Article 15

Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout gouvernement non membre, ou l'une quelconque des organisations visées aux articles 14, 20 et 29, que concernent les activités de l'Organisation à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque des réunions du Conseil.

Article 16

Le Directeur exécutif et le personnel

1. Le Conseil, par un vote spécial, nomme le Directeur exécutif.

2. Les modalités et conditions d'engagement du Direbteur exécutif sont fixées par le Conseil.

3. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement du présent Accord en conformité des décisions du Conseil.

4. Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au statut arrêté par le Conseil. Le Conseil fixe, par un vote spécial, l'effectif du personnel des cadres supérieurs et de la catégorie des administrateurs que le Directeur exécutif est autorisé à nommer. Toute modification de l'effectif du personnel des cadres supérieurs et de la catégorie des administrateurs est décidée par le Conseil par un vote spécial. Le personnel est responsable devant le Directeur exécutif.

5. Ni le Directeur exécutif ni aucun membre du personnel ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce des bois, ni dans des activités commerciales connexes.

6. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte susceptible d'avoir des incidences défavorables sur leur situation de fonctionnaires internationaux responsables en dernier ressort devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des responsabilités du Directeur exécutif et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs responsabilités.

CHAPITRE V. PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 17

Privilèges et immunités

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des représentants des membres pendant qu'ils se trouvent sur le territoire du Japon, continuent d'être régis par l'Accord de siège entre le Gouvernement du Japon et l'Organisation internationale des bois tropicaux signé à Tokyo le 27 février 1988, compte tenu des amendements qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

3. L'Organisation peut aussi conclure avec un ou plusieurs autres pays des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les pouvoirs, privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

4. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le membre en question conclut aussitôt que possible, avec l'Organisation, un accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil. En attendant la conclusion de cet accord, l'Organisation demande au nouveau gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans les limites de sa législation nationale, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

5. L'Accord de siège est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prend fin :

   a) Par accord entre le Gouvernement hôte et l'Organisation;

   b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du Gouvernement hôte; ou

   c) Si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 18

Comptes financiers

1. Il est institué :

   a) Le compte administratif;

   b) Le compte spécial;

   c) Le Fonds pour le partenariat de Bali; et

   d) Tous autres comptes que le Conseil juge appropriés et nécessaires.

2. Le Directeur exécutif est responsable de la gestion de ces comptes et le Conseil prévoit dans les règles de gestion financière de l'Organisation les dispositions nécessaires.

Article 19

Compte administratif

1. Les dépenses requises pour l'administration du présent Accord sont imputées sur le compte administratif et sont couvertes au moyen de contributions annuelles versées par les membres, conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles respectives, et calculées conformément aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article.

2. Les dépenses des délégations au Conseil, aux comités et à tous autres organes subsidiaires du Conseil visés à l'article 26 sont à la charge des membres intéressés. Quand un membre demande des services spéciaux à l'Organisation, le Conseil requiert ce membre d'en prendre le coût à sa charge.

3. Avant la fin de chaque exercice, le Conseil adopte le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice suivant et fixe la contribution de chaque membre à ce budget.

4. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre au budget administratif est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif dudit exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour la fixation des contributions, les voix de chaque membre se comptent sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

5. Le Conseil fixe la contribution initiale de tout membre qui adhère à l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre de voix que ce membre doit détenir et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours, mais les contributions demandées aux autres membres pour l'exercice en cours ne s'en trouvent pas changées.

6. Les contributions aux budgets administratifs sont exigibles le premier jour de chaque exercice. Les contributions des membres pour l'exercice au cours duquel ils deviennent membres de l'Organisation sont exigibles à la date à laquelle ils deviennent membres.

7. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 6 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si ce membre n'a pas encore versé sa contribution dans les deux mois qui suivent cette demande, il est prié d'indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas pu en effectuer le paiement. S'il n'a toujours pas versé sa contribution sept mois après la date à laquelle elle est exigible, ses droits de vote sont suspendus jusqu'au versement intégral de sa contribution, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, au contraire, un membre a versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 6 du présent article, ce membre bénéficie d'une remise de contribution selon les modalités fixées par le Conseil dans les règles de gestion financière de l'Organisation.

8. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 7 du présent article reste tenu de verser sa contribution.

Article 20

Compte spécial

1. Il est institué deux sous-comptes du compte spécial :

a) Le sous-compte des avant-projets;

b) Le sous-compte des projets.

2. Les sources possibles de financement du compte spécial sont les suivantes :

a) Fonds commun pour les produits de base;

b) Institutions financières régionales et internationales;

c) Contributions volontaires.

3. Les ressources du compte spécial ne sont utilisées que pour des avant-projets et des projets approuvés.

4. Toutes les dépenses inscrites au sous-compte des avant-projets sont remboursées par imputation sur le sous-compte des projets si les projets sont ensuite approuvés et financés. Si, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil n'a pas reçu de fonds pour le sous-compte des avant-projets, il revoit la situation et prend les décisions appropriées.

5. Toutes les recettes se rapportant à des avant-projets ou à des projets bien identifiables au titre du compte spécial sont portées à ce compte. Toutes les dépenses relatives à ces avant-projets ou projets, y compris la rémunération et les frais de voyage de consultants et d'experts, sont à imputer sur le même compte.

6. Le Conseil fixe, par un vote spécial, les conditions et modalités selon lesquelles, au moment opportun et dans les cas appropriés, il parrainerait des projets en vue de leur financement au moyen de prêts, lorsqu'un ou plusieurs membres ont volontairement assumé toutes obligations et responsabilités concernant ces prêts. L'Organisation n'assume aucune obligation pour ces prêts.

7. Le Conseil peut désigner et parrainer toute entité, avec l'agrément de celle-ci, y compris un membre ou groupe de membres, qui recevra des prêts pour le financement de projets approuvés et assumera toutes les obligations qui en découlent, étant entendu que l'Organisation se réserve le droit de surveiller l'emploi des ressources et de suivre l'exécution des projets ainsi financés. Toutefois, l'Organisation n'est pas responsable des garanties données volontairement par un membre quelconque ou par d'autres entités.

8. L'appartenance à l'Organisation n'entraîne, pour aucun membre, de responsabilité quelconque à raison des emprunts contractés ou des prêts consentis pour des projets par tout autre membre ou toute autre entité.

9. Si des contributions volontaires sans affectation déterminée sont offertes à l'Organisation, le Conseil peut accepter ces fonds. Les fonds en question peuvent être utilisés pour des avant-projets et des projets approuvés.

10. Le Directeur exécutif s'attache à rechercher, aux conditions et selon les modalités que le Conseil peut fixer, un financement adéquat et sûr pour les avant-projets et les projets approuvés par le Conseil.

11. Les contributions versées pour des projets approuvés déterminés ne sont utilisées que pour les projets auxquels elles étaient initialement destinées, à moins que le Conseil n'en décide autrement avec l'accord du contribuant. Après l'achèvement d'un projet, l'Organisation restitue à chaque contribuant aux projets spécifiques le solde éventuel des fonds, au prorata de la part de chacun dans le total des contributions initialement versées pour financer ce projet, à moins que le contribuant n'en convienne autrement.

Article 21

Fonds pour le partenariat de Bali

1. Il est créé un Fonds pour la gestion durable des forêts tropicales productrices de bois d'oeuvre, destiné à assister les membres producteurs à faire les investissements nécessaires pour atteindre l'objectif stipulé à l'alinéa d) de l'article premier du présent Accord.

2. Le Fonds est constitué par :

a) Des contributions de membres donateurs;

b) 50 % des revenus procurés par les activités relatives au compte spécial;

c) Des ressources provenant d'autres sources, privées et publiques, que l'Organisation peut, en conformité avec ses règles de gestion financière, accepter.

3. Les ressources du Fonds sont allouées par le Conseil uniquement pour des avant-projets et des projets répondant aux fins énoncées au paragraphe 1 du présent article et approuvées conformément à l'article 25.

4. Pour l'affectation des ressources du Fonds, le Conseil tient compte :

a) Des besoins spéciaux des membres dont la contribution du secteur de la forêt et du bois à leur économie est affaiblie par l'exécution de la

stratégie visant à ce que d'ici l'an 2000 les exportations de bois tropicaux et de produits dérivés des bois tropicaux proviennent de sources gérées de façon durable;

b) Des besoins des membres qui possèdent d'importantes superficies forestières et qui se dotent de programmes de conservation des forêts productrices de bois d'oeuvre.

5. Le Conseil examine chaque année le caractère adéquat des ressources dont dispose le Fonds et s'efforce d'obtenir les ressources supplémentaires dont ont besoin les membres producteurs pour répondre à la finalité du Fonds. La capacité des membres d'exécuter la stratégie mentionnée à l'alinéa a) du paragraphe 4 du présent article est influencée par la disponibilité des ressources.

6. Le Conseil définit les politiques et les règles de gestion financière relatives au fonctionnement du Fonds, y compris les règles concernant la liquidation des comptes à la fin ou à l'expiration du présent Accord.

Article 22

Modes de paiement

1. Les contributions au compte administratif sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.

2. Les contributions financières au compte spécial et au Fonds pour le partenariat de Bali sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.

3. Le Conseil peut aussi décider d'accepter des contributions au compte spécial ou au Fonds pour le partenariat de Bali sous d'autres formes, y compris sous forme de matériel ou personnel scientifique et technique, pour répondre aux besoins des projets approuvés.

Article 23

Vérification et publication des comptes

1. Le Conseil nomme des vérificateurs indépendants chargés de vérifier les comptes de l'Organisation.

2. Des états du compte administratif, du compte spécial et du Fonds pour le partenariat de Bali, vérifiés par les vérificateurs indépendants, sont mis à la disposition des membres aussitôt que possible après la fin de chaque exercice, mais pas plus de six mois après cette date, et le Conseil les examine en vue de leur approbation à sa session suivante, selon qu'il convient. Un état récapitulatif des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

CHAPITRE VII. 'ACTIVITES OPERATIONNELLES

Article 24

Activités concernant la politique générale de l'Organisation

Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article premier, l'Organisation entreprend des activités concernant la politique générale et les projets dans les domaines de l'information économique et de l'information sur le marché, du reboisement, de la qestion forestière et de l'industrie forestière, en procédant de manière équilibrée et en intégrant autant que possible les travaux de politique générale et les activités en matière de projet.

Article 25

Activités de projet de l'Organisation

1. Eu égard aux besoins des pays en développement, les membres peuvent soumettre au Conseil des propositions d'avant-projet et de projet dans les domaines de la recherche-développement, de l'information commerciale, de la transformation accrue et plus poussée dans les pays membres producteurs, du reboisement et de la gestion forestière. Les avant-projets et projets devraient contribuer à la réalisation d'un ou plusieurs objectifs du présent Accord.

2. Pour approuver les avant-projets et les projets, le Conseil tient compte :

a) De leur pertinence par rapport aux objectifs du présent Accord;

b) De leurs incidences écologiques et sociales;

c) Du caractère souhaitable du maintien d'un équilibre géographique approprié;

d) Des intérêts et des caractéristiques de chacune des régions productrices en développement;

e) Du caractère souhaitable d'une répartition équitable des ressources entre les domaines mentionnés au paragraphe 1 du présent article;

f) De leur rentabilité;

g) De la nécessité d'éviter les chevauchements d'efforts.

3. Le Conseil met en place un programme et des procédures pour la soumission, l'étude et le classement par ordre de priorité des avant-projets et des projets sollicitant un financement de l'Organisation, ainsi que pour leur exécution, leur suivi et leur évaluation. Le Conseil se prononce sur l'approbation des avant-projets et des projets destinés à être financés ou parrainés conformément aux articles 20 et 21.

4. Le Directeur exécutif peut suspendre le déboursement des fonds de l'Organisation pour un avant-projet ou un projet si ces fonds ne sont pas utilisés conformément au descriptif du projet, ou en cas d'abus de confiance, de gaspillage, de négligence ou de mauvaise gestion. Le Directeur exécutif présente un rapport au Conseil à sa session suivante, pour examen. Le Conseil prend les décisions qui s'imposent.

5. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de ne plus parrainer un avant-projet ou un projet.

Article 26

Institution de comités

1. Les comités ci-après sont institués par l'Accord en tant que comités de l'Organisation :

a) Comité de l'information économique et de l'information sur le marché;

b) Comité du reboisement et de la gestion forestière;

c) Comité de l'industrie forestière;

d) Comité financier et administratif.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, instituer les autres comités et organes subsidiaires qu'il juge appropriés et nécessaires.

3. Chaque comité est ouvert à la participation de tous les membres. Le règlement intérieur des comités est arrêté par le Conseil.

4. Les comités et organes subsidiaires visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article sont responsables devant le Conseil et travaillent sous sa direction générale. Les réunions des comités et organes subsidiaires sont convoquées par le Conseil.

Article 27

Fonctions des comités

1. Les fonctions du Comité de l'information économique et de l'information sur le marché sont les suivantes :

a) Examiner de façon suivie la disponibilité et la qualité des statistiques et autres renseignements dont l'Organisation a besoin;

b) Analyser les données statistiques et les indicateurs spécifiques arrêtés par le Conseil pour la surveillance du commerce international des bois;

c) Suivre de manière continue le marché international des bois, sa situation courante et les perspectives à court terme sur la base des données visées à l'alinéa b) ci-dessus et d'autres informations pertinentes, y compris des informations sur les échanges hors statistiques;

d) Adresser des recommandations au Conseil sur le besoin et la nature d'études appropriées sur les bois tropicaux, y compris les prix, l'élasticité du marché, les produits de substitution, la commercialisation de nouveaux produits et les perspectives à long terme du marché international des bois d'oeuvre tropicaux, suivre l'exécution des études demandées par le Conseil et les examiner;

e) S'acquitter de toutes autres tâches qui lui sont confiées par le Conseil au sujet des aspects économiques, techniques et statistiques des bois;

f) Faciliter la coopération technique en faveur des pays membres en développement pour l'amélioration de leurs services statistiques pertinents.

2. Les fonctions du Comité du reboisement et de la gestion forestière sont les suivantes :

a) Promouvoir la coopération entre les membres en tant que partenaires dans le développement des activités forestières dans les pays membres, notamment dans les domaines suivants :

i) Reboisement;

ii) Réhabilitation;

iii) Gestion forestière;

b) Encourager l'accroissement de l'assistance technique et du transfert de technologie vers les pays en développement dans les domaines du reboisement et de la gestion forestière;

c) Suivre les activités en cours dans ces domaines; déterminer et examiner les problèmes et les solutions possibles en coopération avec les organisations compétentes;

d) Examiner régulièrement les besoins futurs du commerce international des bois d'oeuvre tropicaux et, sur cette base, déterminer et examiner les plans et les mesures possibles et appropriés dans les domaines du reboisement, de la réhabilitation et de la gestion forestière;

e) Faciliter le transfert de connaissances en matière de reboisement et de gestion forestière, avec l'aide des organisations compétentes;

f) Coordonner et harmoniser ces activités en vue d'une coopération dans le domaine du reboisement et de la gestion forestière, avec les activités pertinentes menées ailleurs, notamment sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des banques régionales de développement et d'autres organisations compétentes.

3. Les fonctions du Comité de l'industrie forestière sont les suivantes :

a) Promouvoir la coopération entre pays membres en tant que partenaires dans le développement des activités de transformation assurées par les pays membres producteurs, notamment dans les domaines suivants :

i) Développement de produits grâce au transfert de technologie;

ii) Mise en valeur des ressources humaines et formation;

iii) Normalisation de la nomenclature des bois tropicaux;

iv) Harmonisation des spécifications concernant les produits transformés;

v) Encouragement à l'investissement et aux coentreprises;

vi) Commercialisation, y compris la promotion des essences moins connues et moins employées;

b) Favoriser l'échange d'informations pour faciliter les changements structurels qu'implique la transformation accrue et plus poussée, dans l'intérêt de tous les pays membres, en particulier des pays membres en développement;

c) Suivre les activités en cours dans ce domaine, et déterminer et examiner les problèmes et leurs solutions possibles en coopération avec les organisations compétentes;

d) Encourager l'accroissement de la coopération technique pour la transformation des bois d'oeuvre tropicaux au profit des pays membres producteurs.

4. Afin de promouvoir la conduite équilibrée des activités de l'Organisation concernant la politique générale et les projets, le Comité de l'information économique et de l'information sur le marché, le Comité du reboisement et de la gestion forestière et le Comité de l'industrie forestière doivent tous trois :

a) Assurer efficacement l'appréciation, le suivi et l'évaluation des avant-projets et des projets;

b) Faire des recommandations au Conseil sur les avant-projets et les projets;

c) Suivre l'exécution des avant-projets et des projets et assurer le rassemblement et la diffusion de leurs résultats aussi largement que possible, au profit de tous les membres;

d) Développer et proposer au Conseil des idées en matière de politique générale;

e) Examiner régulièrement les résultats des activités concernant les projets et la politique générale et faire des recommandations au Conseil sur le programme futur de l'Organisation;

f) Examiner régulièrement les stratégies, les critères et les domaines de priorité pour l'élaboration du programme et les travaux relatifs aux projets qui figurent dans le plan d'action de l'Organisation et recommander au Conseil les modifications nécessaires;

g) Tenir compte de la nécessité de renforcer la mise en place des capacités et la mise en valeur des ressources humaines dans les pays membres;

h) Effectuer toutes autres tâches en rapport avec les objectifs du présent Accord qui leur sont confiées par le Conseil.

5. La recherche-développement est une fonction commune des comités visés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article.

6. Les fonctions du Comité financier et administratif sont les suivantes :

   a) Examiner les propositions concernant le budget administratif et les opérations de gestion de l'Organisation et adresser des recommandations au Conseil quant à leur approbation;

   b) Examiner les actifs de l'Organisation afin d'en assurer une gestion prudente et de veiller à ce que l'Organisation dispose de réserves suffisantes pour s'acquitter de sa tâche;

   c) Examiner les incidences budgétaires du programme de travail annuel de l'Organisation et les mesures qui pourraient être prises pour assurer les ressources nécessaires à son exécution, et adresser des recommandations au Conseil à ce sujet;

   d) Recommander au Conseil le choix de vérificateurs des comptes indépendants et examiner les comptes vérifiés par eux;

   e) Recommander au Conseil les modifications qu'il pourrait juger nécessaire d'apporter au règlement intérieur et aux règles de gestion financière;

   f) Examiner les recettes de l'Organisation et la mesure dans laquelle celles-ci représentent une contrainte pour les travaux du secrétariat.

CHAPITRE VIII. RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Article 28

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

L'Organisation tire pleinement parti des facilités du Fonds commun pour les produits de base.

CHAPITRE IX. STATISTIQUES, ETUDES ET INFORMATION

Article 29

Statistiques, études et information

1. Le Conseil établit des relations étroites avec les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales compétentes pour faciliter l'obtention de données et d'informations récentes et fiables sur le commerce des bois tropicaux ainsi que de données pertinentes sur les bois non tropicaux et sur la gestion durable des forêts productrices de bois d'oeuvre. Selon qu'elle le juge nécessaire pour le fonctionnement du présent Accord, l'Organisation, en coopération avec ces organisations, rassemble, collige et, s'il y a lieu, publie des renseignements statistiques sur la production, l'offre, le commerce, les stocks, la consommation et les prix du marché des bois, sur l'étendue des ressources en bois d'oeuvre et sur la gestion des forêts productrices de bois d'oeuvre.

2. Les membres communiquent, dans toute la mesure où leur législation nationale le permet et dans un délai raisonnable, des statistiques et des informations sur les bois, leur commerce et les activités visant à assurer une gestion durable des forêts productrices de bois d'oeuvre, ainsi que d'autres renseignements demandés par le Conseil. Le Conseil décide du type d'informations à fournir en application du présent paragraphe et de la manière dont ces informations doivent être présentées.

3. Le Conseil fait périodiquement établir les études nécessaires sur les tendances et sur les problèmes à court terme et à long terme des marchés internationaux des bois ainsi que sur les progrès accomplis dans la voie d'une gestion durable des forêts productrices de bois d'oeuvre.

Article 30

Rapport et examen annuels

1. Le Conseil publie, dans les six mois qui suivent la fin de chaque année civile, un rapport annuel sur ses activités et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

2. Le Conseil examine et évalue chaque année :

   a) La situation internationale concernant le bois d'oeuvre;

   b) Les autres facteurs, questions et éléments qu'il juge en rapport avec la réalisation des objectifs du présent Accord.

3. L'examen est effectué compte tenu :

   a) Des renseignements communiqués par les membres sur la production, le commerce, l'offre, les stocks, la consommation et les prix nationaux des bois d'oeuvre;

   b) Des autres données statistiques et indicateurs spécifiques fournis par les membres à la demande du Conseil;

c) Des renseignements fournis par les membres sur les progrès accomplis dans la voie d'une gestion durable des forêts productrices de bois d'oeuvre;

d) Des autres renseignements pertinents que le Conseil peut se procurer soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes du système des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales, gouvernementales ou non gouvernementales.

4. Le Conseil encourage un échange de vues entre les pays membres sur :

a) La situation en ce qui concerne la gestion durable des forêts productrices de bois d'oeuvre et des questions connexes dans les pays membres;

b) Les flux de ressources et les besoins en ce qui concerne les objectifs, les critères et les principes directeurs fixés par l'Organisation.

5. Sur demande, le Conseil s'attache à renforcer la capacité technique des pays membres, en particulier des pays membres en développement, de se procurer les données nécessaires à un partage de l'information adéquat, notamment en fournissant aux membres des ressources pour la formation et des facilités.

6. Les résultats de l'examen sont consignés dans les rapports sur les délibérations du Conseil.

CHAPITRE X. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 31

Plaintes et différends

Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent Accord lui impose et tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sont déférés au Conseil pour décision. Les décisions du Conseil en la matière sont définitives et ont force obligatoire.

Article 32

Obligations générales des membres

1. Pendant la durée du présent Accord, les membres mettent tout en oeuvre et coopèrent pour favoriser la réalisation de ses objectifs et pour éviter toute action qui y serait contraire.

2. Les membres s'engagent à accepter et à appliquer les décisions que le Conseil prend en vertu des dispositions du présent Accord et veillent à s'abstenir d'appliquer des mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

Article 33

Dispenses

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Le Conseil, quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, en précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs.

Article 34

Mesures différenciées et correctives et mesures spéciales

1. Les membres en développement importateurs dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord peuvent demander au Conseil des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre des mesures appropriées conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section III de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2. Les membres appartenant à la catégorie des pays les moins avancés telle qu'elle est définie par l'Organisation des Nations Unies peuvent demander au Conseil à bénéficier de mesures spéciales, conformément au paragraphe 4 de la section III de la résolution 93 (IV) et aux paragraphes 56 et 57 de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés.

Article 35

Réexamen

Le Conseil réexaminera le champ d'application du présent Accord quatre ans après l'entrée en vigueur de celui-ci.

Article 36

Non-discrimination

Rien dans le présent Accord n'autorise le recours à des mesures visant à restreindre ou à interdire le commerce international du bois et des produits dérivés du bois, en particulier en ce qui concerne les importations et l'utilisation du bois et des produits dérivés du bois.

CHAPITRE XI. DISPOSITIONS FINALES

Article 37

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 38

Signature, ratification, acceptation et approbation

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 1er avril 1994 jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la date de son entrée en vigueur.

2. Tout gouvernement visé au paragraphe 1 du présent article peut :

a) Au moment de signer le présent Accord, déclarer que par cette signature il exprime son consentement à être lié par le présent Accord (signature définitive); ou

b) Après avoir signé le présent Accord, le ratifier, l'accepter ou l'approuver par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

Article 39

Adhésion

1. Les gouvernements de tous les Etats peuvent adhérer au présent Accord aux conditions déterminées par le Conseil, qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne sont pas en mesure d'adhérer dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

Article 40

Notification d'application à titre provisoire

Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera l'Accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 41 soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

Article 41

Entrée en vigueur

1. L'Accord entrera en vigueur à titre définitif le ler février 1995 ou à toute date ultérieure, si 12 gouvernements de pays producteurs détenant au moins 55 % du total des voix attribuées conformément à l'annexe A du présent Accord et 16 gouvernements de pays consommateurs détenant au moins 70 % du total des voix attribuées conformément à l'annexe B du présent Accord ont signé définitivement le présent Accord ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé, ou y ont adhéré, conformément au paragraphe 2 de l'article 38 ou à l'article 39.

2. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre définitif le ler février 1995, il entrera en vigueur à titre provisoire à cette date ou à toute date se situant dans les six mois qui suivent, si 10 gouvernements de pays producteurs détenant au moins 50 % du total des voix attribuées conformément à l'annexe A du présent Accord et 14 gouvernements de pays consommateurs détenant au moins 65 % du total des voix attribuées conformément à l'annexe B du présent Accord ont signé définitivement l'Accord ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé conformément au paragraphe 2 de l'article 38 ou ont notifié au dépositaire conformément à l'article 40 qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire.

3. Si les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article ne sont pas remplies le ler septembre 1995, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera les gouvernements qui auront signé définitivement le présent Accord ou l'auront ratifié, accepté ou approuvé conformément au paragraphe 2 de l'article 38, ou qui auront notifié au dépositaire qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, à se réunir le plus tôt possible pour décider si l'Accord entrera en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Les gouvernements qui décideront de mettre le présent Accord en vigueur entre eux à titre provisoire pourront se réunir de temps à autre pour reconsidérer la situation et décider si l'Accord entrera en vigueur entre eux à titre définitif.

4. Pour tout gouvernement qui n'a pas notifié au dépositaire, conformément à l'article 40, qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire et qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur de l'Accord, celui-ci entrera en vigueur à la date de ce dépôt.

5. Le Directeur exécutif de l'Organisation convoquera le Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 42

Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent avoir notifié au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Un amendement entre en vigueur 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des

membres producteurs et totalisant au moins 75 des voix des membres producteurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres consommateurs et totalisant au moins 75 % des voix des membres consommateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 43

Retrait

1. Tout membre peut dénoncer le présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci, en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Il informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2. Le retrait prend effet 90 jours après que le dépositaire en a reçu notification.

3. Le retrait n'exonère pas les membres des obligations financières contractées envers l'Organisation.

Article 44

Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et s'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre de l'Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie au présent Accord six mois après la date de la décision du Conseil.

Article 45

Liquidation des comptes des membres qui se retirent ou sont exclus ou des membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1. Le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie au présent Accord en raison :

a) De la non-acceptation d'un amendement à l'Accord en application de l'article 42;

b) Du retrait de l'Accord en application de l'article 43; ou

c) De l'exclusion de l'Accord en application de l'article 44.

2. Le Conseil garde toute contribution versée au compte administratif, au compte spécial ou au Fonds pour le partenariat de Bali par un membre qui cesse d'être partie au présent Accord.

3. Un membre qui a cessé d'être partie au présent Accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation ni des autres avoirs de l'Organisation. Il ne peut lui être imputé non plus aucune part du déficit éventuel de l'Organisation quand le présent Accord prend fin.

Article 46

Durée, prorogation et fin de l'Accord

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de quatre ans à compter de la date de son entrée en vigueur à moins que le Conseil ne décide, par un vote spécial, de le proroger, de le renégocier ou d'y mettre fin conformément aux dispositions du présent article.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent Accord pour deux périodes de trois années chacune.

3. Si, avant l'expiration de la période de quatre ans visée au paragraphe 1 du présent article, ou avant l'expiration d'une période de prorogation visée au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord a été négocié mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord.

4. Si un nouvel accord est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

5. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix.

6. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas 18 mois pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes et, sous réserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, il a pendant ladite période les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

7. Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise en application du présent article.

Article 47

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

Article 48

Dispositions supplémentaires et dispositions transitoires

1. Le présent Accord succède à l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux.

2. Toutes les dispositions prises en vertu de l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux, soit par l'Organisation ou par l'un de ses organes, soit en leur nom, qui seront en application à la date d'entrée en vigueur du présent Accord et dont il n'est pas spécifié que l'effet expire à cette date resteront en application, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures sous le présent Accord aux dates indiquées.

FAIT à Genève le vingt-six janvier mil neuf cent quatre-vingt-quatorze, les textes de l'Accord en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe faisant également foi.

Annexe A

LISTE DES PAYS PRODUCTEURS DOTES DE RESSOURCES FORESTIERES TROPICALES, ET/OU EXPORTATEURS NETS DE BOIS TROPICAUX EN TERMES DE VOLUME, ET REPARTITION DES VOIX AUX FINS DE L'ARTICLE 41

Bolivie	21
Brésil	133
Cameroun	23
Colombie	24
Congo	23
Costa Rica	9
Côte d'Ivoire	23
El Salvador	9
Equateur	14
Gabon	23
Ghana	23
Guinée équatoriale	23
Guyana	14
Honduras	9
Inde	34
Indonésie	70
Libéria	23
Malaisie	39
Mexique	14
Myanmar	33
Panama	10
Papouasie-Nouvelle-Guinée	28
Paraguay	11
Pérou	25
Philippines	25
République dominicaine	9
République-Unie de Tanzanie	23
Thaïlande	20
Togo	23
Trinité-et-Tobago	9
Venezuela	10
Zaïre	23
Total	1 000

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO INTERNAZIONALE SUI LEGNI TROPICALI DEL 1994

PREAMBOLO

Le Parti al presente Accordo

Richiamando la Dichiarazione ed il Programma di Azione relativo alla instaurazione di un nuovo ordine economico internazionale, il programma integrato per i prodotti di base, il testo intitolato "Un nuovo partenariato per lo sviluppo:l'Impegno di Cartagena" e gli obiettivi pertinenti dello Spirito di Cartagena,

Ricordando l'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali e riconoscendo il lavoro dell'Organizzazione internazionale dei legni tropicali nonché i risultati da essa ottenuti fin dalla sua fondazione tra l'altro una strategia mirante al commercio internazionale dei legni tropicali provenienti da fonti gestite in modo durevole,

Ricordando in oltre la Dichiarazione di Rio sull'ambiente e lo sviluppo, la Dichiarazione di principi non giuridicamente vincolante ma autorevole ai fini di un consenso mondiale sulla gestione, la conservazione e uno sfruttamento ecologicamente fattibile di tutti i tipi di foreste, nonché i capitoli pertinenti del programma Azione 21 adottato dalla Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo svoltasi nel giugno 1992 a Rio de Janeiro; la Convenzione-quadro delle Nazioni Unite sulle variazioni climatiche e la Convenzione sulla diversità biologica,

Riconoscendo l'importanza del legname da costruzione per l'economia dei paesi che hanno foreste produttrici di legname

Riconoscendo in oltre la necessità di promuovere e di applicare principi direttivi e criteri paragonabili ed appropriati per la gestione, la conservazione e lo sfruttamento ecologicamente fattibile di tutti i tipi di foreste produttrici di legname,

Tenendo conto delle relazioni tra il commercio dei legni tropicali ed il mercato internazionale del legno, nonché della necessità di porsi in una prospettiva globale per migliorare la trasparenza del mercato internazionale del legno,

Notando l'impegno preso da tutti i membri a Bali (Indonesia) nel maggio del 1990, affinché le esportazioni di prodotti derivati dai legni tropicali provengano, entro l'anno 2000, da fonti gestite in modo durevole, e riconoscendo il principio 10 della Dichiarazione di principi non giuridicamente vincolante ma autorevole ai fini di un consenso mondiale sulla gestione, la

conservazione e lo sfruttamento ecologicamente fattibile di tutti i tipi di foreste , secondo la quale nuove risorse finanziarie supplementari dovrebbero essere fornite ai paesi in via di sviluppo per consentire loro di gestire, di conservare e di sfruttare in modo ecologicamente fattibile le loro risorse forestali in particolare mediante l'imboschimento ed il rimboschimento, e per lottare contro il diboscamento e il degrado di foreste e di suoli,

Notando inoltre la dichiarazione con la quale i membri consumatori che sono parte dell'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali si sono impegnati - nella quarta sessione della Conferenza delle Nazioni Unite per la negoziazione di un accordo destinato a succedere all'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali a Ginevra il 21 gennaio 1994 - a salvaguardare o a realizzare entro l'anno 2000 una gestione durevole delle loro rispettive foreste,

Desiderose di rafforzare il quadro della cooperazione internazionale tra i membri e della elaborazione di politiche per reperire soluzioni sui problemi concernenti l'economia dei legni tropicali,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO PRIMO.OBIETTIVI

Articolo primo

Obiettivi

Riconoscendo la sovranità dei membri sulle loro risorse naturali, come definita al principio a 1) della Dichiarazioni di principi non giuridicamente vincolante ma autorevole, ai fini di un consenso mondiale sulla gestione, la conservazione e lo sfruttamento ecologicamente fattibile di tutti i tipi di foreste , gli obiettivi dell'Accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali (di seguito denominato "il presente Accordo") sono i seguenti:

a) rappresentare un quadro efficace per le consultazioni, la cooperazione internazionale tra tutti i membri e l'elaborazione di politiche su tutti gli aspetti pertinenti dell'economia mondiale del legno;

b) rappresentare un quadro per delle consultazioni al fine di promuovere prassi non discriminatorie nel commercio del legno

c) contribuire allo sviluppo durevole

d) rafforzare la capacità dei membri di attuare una strategia affinché, entro l'anno 2000, le esportazioni di legno e di prodotti derivati da legni tropicali provengano da fonti gestite in maniera durevole;

e) promuovere l'espansione e la diversificazione del commercio internazionale dei legni tropicali provenienti da fonti durevoli mediante il miglioramento delle caratteristiche strutturali dei mercati internazionali, tenendo conto da un lato della crescita a lungo termine del consumo e della continuità degli approvvigionamenti e, d'altro lato, di prezzi che riflettano i costi della gestione durevole delle foreste e che siano remunerativi ed equi per i membri, nonché un accesso migliorato ai mercati;

f) promuovere ed appoggiare la ricerca-sviluppo per migliorare la gestione delle foreste e l'uso efficace del legno, ed accrescere la capacità di conservare e di promuovere altri valori della foresta nelle foreste tropicali produttrici di legname;

g) sviluppare e contribuire a meccanismi miranti a produrre nuove risorse finanziarie addizionali nonché le competenze tecniche necessarie per rafforzare la capacità dei membri produttori di conseguire gli scopi del presente Accordo;

h) migliorare l'informazione sul mercato per assicurare una maggiore trasparenza del mercato internazionale del legno in particolare mediante la raccolta,l'assemblaggio e la pubblicizzazione di dati relativi al commercio compresi i dati relativi alle essenze commercializzate;

i) promuovere una trasformazione sempre più avanzata dei legni tropicali provenienti da fonti durevoli nei paesi membri produttori, in vista di stimolare l'industrializzazione di questi paesi e di accrescere in tal modo le loro possibilità d'impiego ed i loro proventi di esportazione;

j) incoraggiare i membri ad appoggiare ed a sviluppare attività di riboschimento in materia di legnami tropicali e di gestione forestale, nonché il ripristino delle terre forestali degradate, tenendo debitamente conto degli interessi delle comunità locali che dipendono da risorse forestali;

k) migliorare la commercializzazione e la distribuzione delle esportazioni di legni tropicali provenienti da fonti gestite in modo durevole;

l) incoraggiare i membri ad elaborare politiche nazionali miranti all'utilizzazione ed alla conservazione durevole delle foreste produttrici di legname e delle loro risorse genetiche, ed al mantenimento dell'equilibrio ecologico delle regioni interessate, nel contesto del commercio dei legni tropicali;

m) promuovere l'accesso alla tecnologia ed al trasferimento di tecnologia nonché la cooperazione tecnica per la realizzazione degli obiettivi del presente Accordo, anche secondo modalità ed a condizioni favorevoli e preferenziali da convenirsi di comune accordo;

n) incoraggiare lo scambio di informazioni sul mercato internazionale del legno.

CAPITOLO II. DEFINIZIONI

Articolo 2
Definizioni

Ai fini del presente Accordo:

1. Per "legni tropicali" s'intende il legno tropicale non conifero ad uso industriale (legname da costruzione) che cresce o che é prodotto nei paesi situati tra il tropico del Cancro ed il tropico del Capricorno. Questa espressione si applica ai fusti abbattuti (con corteccia), alle segature, impiallacciature e compensati. I compensati che si compongono in parte di conifere di origine tropicale sono inclusi nella presente definizione;

2. Per "trasformazione più avanzata " s'intende la trasformazione dei fusti abbattuti (con corteccia) in prodotti primari di legname da costruzione ed in prodotti semi-finiti e finiti composti interamente o quasi da legni tropicali;

3. Per "membro" s'intende un governo o una organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 5, che ha accettato di far parte del presente Accordo a prescindere che questo sia in vigore a titolo provvisorio o a titolo definitivo;

4. Per "membro produttore" s'intende ogni paese dotato di risorse forestali tropicali e/o esportatore netto di legni tropicali in termini di volume, menzionato all'annesso A e che diviene parte del presente Accordo, oppure ogni paese non menzionato all'annesso A, dotato di risorse forestali tropicali e/o esportatore netto di legni tropicali in termini di volume, che diviene parte dell'Accordo e che il Consiglio, con il consenso di detto paese, dichiara membro produttore;

5. Per "membro consumatore" s'intende ogni paese menzionato all'annesso B che diviene parte del presente Accordo oppure ogni paese non menzionato all'annesso B che diviene parte del- l' Accordo e che il Consiglio, con il consenso di detto paese, dichiara membro consumatore;

6. Per "Organizzazione" s'intende l'Organizzazione internazionale dei legni tropicali istituita secondo l'articolo 3;

7. Per "Consiglio" s'intende il Consiglio internazionale dei legni tropicali istituito secondo l'articolo 6;

8. Per "voto speciale" s'intende un voto che richiede almeno i due terzi dei voti espressi dai membri produttori presenti e votanti, e 60% almeno dei voti espressi dai membri consumatori presenti e votanti, calcolati separatamente, a condizione che tali voti siano espressi da almeno la metà dei membri produttori presenti e votanti e da almeno la metà dei membri consumatori presenti e votanti;

9. Per "voto a maggioranza semplice ripartita" s'intende un voto che richiede più della metà dei voti espressi dai membri produttori presenti e votanti e più della metà dei voti espressi dai membri consumatori presenti e votanti, calcolati separatamente;

10. Per "esercizio" s'intende il periodo che va dal 1 gennaio al 31 dicembre incluso;

11. Per " monete liberamente utilizzabili" s'intende il marco tedesco, il dollaro degli Stati Uniti,il franco francese, la libbra sterlina, lo yen, nonché ogni altra moneta eventualmente designata da un'organizzazione monetaria internazionale competente, correntemente utilizzata per effettuare pagamenti a titolo di transazioni internazionale e correntemente negoziata sui principali mercati dei cambi.

CAPITOLO III. ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

Articolo 3
Sede e struttura dell'Organizzazione internazionale dei legni tropicali

1. L'Organizzazione internazionale dei legni tropicali creata dall'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali , continua ad esistere per garantire l'attuazione delle disposizioni del presente Accordo e vigilare sulla loro applicazione.

2. L'Organizzazione esercita le sue funzioni attraverso il Consiglio internazionale istituito secondo l'articolo 6, i comitati ed altri organi sussidiari di cui all'articolo 26, nonché il Direttore esecutivo e il personale.

3. L'Organizzazione ha la propria sede a Yokohama, a meno che il Consiglio non decida diversamente mediante un voto speciale.

4. La sede dell'Organizzazione e situata in ogni tempo sul territorio di un membro.

Articolo 4
Membri dell'Organizzazione

Sono istituite due categorie di membri dell'Organizzazione, vale a dire:

a) I membri produttori; e
b) i membri consumatori.

Articolo 5
Partecipazione di organizzazioni intergovernative

1. Ogni riferimento fatto nel presente Accordo a dei "governi" sarà considerato valido anche per la Comunità europea e per ogni altra organizzazione intergovernativa avente responsabilità per la negoziazione, la stipula e l'applicazione di accordi internazionali, in particolare accordi concernenti i prodotti di base. Di conseguenza ogni menzione nel presente Accordo di firma, ratifica, accettazione o approvazione, o di notifica di applicazione provvisoria o di adesione, sarà considerata, nel caso di tali organizzazioni intergovernative, valida anche per la firma, la ratifica, l'accettazione o l'approvazione, o per la notifica di applicazione provvisoria o per l'adesione di tali organizzazioni intergovernative.

2. In caso di voto su questioni di loro competenza, tali organizzazioni intergovernative dispongono di un numero di voti pari al numero totale dei voti da attribuire ai loro Stati membri, in conformità con l'articolo 10. In questo caso, gli Stati membri di tali organizzazioni intergovernative non sono autorizzati ad esercitare i loro diritti di voto individuali.

CAPITOLO IV - CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEI LEGNI TROPICALI

Articolo 6
Composizione del Consiglio Internazionale dei legni tropicali

1. L'Autorità suprema dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale dei legni tropicali costituito dai tutti i membri dell'Organizzazione.

2. Ciascun membro è rappresentato al Consiglio da un delegato e può designare supplenti e consiglieri per partecipare alle sessioni del Consiglio.

3. Un supplente può essere abilitato ad agire ed a votare a nome del delegato in sua assenza o in circostanze particolari.

Articolo 7
Poteri e funzioni del Consiglio

1. Il Consiglio esercita tutti i poteri e adempie, ovvero vigila, sull'adempimento di tutte le funzioni necessarie per l'applicazione del presente Accordo.

2. Il Consiglio adotta, con voto speciale, i regolamenti necessari per l'applicazione delle disposizioni del presente Accordo in particolare il suo regolamento interno, le regole di gestione finanziaria e lo statuto del personale dell'Organizzazione .Le regole di gestione finanziaria disciplinano in particolare le entrate e le uscite di fondi del conto amministrativo, del conto speciale e del Fondo per il partenariato di Bali.Il Consiglio può prevedere nel suo regolamento interno una procedura che gli consenta, senza riunirsi, di pronunciarsi su determinate questioni.

3.Il Consiglio tiene gli archivi di cui necessita per adempiere alle funzioni che gli sono conferite dal presente Accordo.

Articolo 8
Presidente e Vice-presidente del Consiglio

1. Il Consiglio, elegge, per ogni anno civile ,un Presidente ed un Vice- presidente che non sono retribuiti dall'Organizzazione.

2. Il Presidente ed il Vice-Presidente sono eletti, l'uno tra i rappresentanti dei membri produttori, l'altro tra quelli dei membri consumatori. La presidenza e la vice-presidenza sono assegnate a turno a ciascuna delle due categorie di membri per un anno, rimanendo inteso tuttavia che tale avvicendamento non impedisce la rielezione, in circostanze eccezionali, del Presidente o del Vice-Presidente, o dell'uno o dell'altro, qualora il Consiglio così' decida con voto speciale.

3. In caso di assenza temporanea del Presidente, il Vice-presidente è incaricato in sua vece della presidenza. In caso di assenza temporanea concomitante del Presidente e del Vice Presidente, oppure in caso di assenza permanente dell'uno o dell'altro o di entrambi, il Consiglio può eleggere nuovi titolari tra i rappresentanti dei membri consumatori, a titolo provvisorio o per la durata del mandato ancora da svolgere del predecessore, o dei predecessori, a seconda dei casi.

Articolo 9
Sessioni del Consiglio

1. In linea di massima il Consiglio si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta l'anno..

2. Il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria qualora così decida modo oppure se e richiesto in tal senso:

a) dal Direttore esecutivo di comune accordo con il Presidente del Consiglio;

b) da una maggioranza di membri produttori o da una maggioranza di membri consumatori;

c) da membri che detengono almeno 500 voti.

3. Le sessioni del Consiglio si svolgono presso la sede dell'Organizzazione, a meno che il Consiglio non decida diversamente con un voto speciale. Se, su invito di un membro, il Consiglio si riunisce altrove che presso la sede dell'Organizzazione, questo membro si prende a carico le spese supplementari che ne derivano per il Consiglio.

4. Il Direttore esecutivo annuncia le sessioni ai membri e comunica loro il relativo ordine del giorno con un preavviso di almeno sei settimane, salvo in casi di emergenza per i quali il preavviso sara almeno di sette giorni.

Articolo 10
Suddivisione dei voti

1. I membri produttori detengono insieme 1 000 voti ed i membri consumatori detengono insieme 1 000 voti.

2. I voti dei membri produttori sono suddivisi come segue:

a) 400 voti sono ugualmente suddivisi tra le tre regioni produttrici d'Africa, d'America Latina e d'Asia-Pacifico. I voti in tal modo attribuiti a ciascuna di queste regioni sono poi ugualmente suddivisi tra i membri produttori di questa regione;

b) 300 voti sono suddivisi tra i membri produttori secondo la quota di ciascuno nelle risorse forestali tropicali totali di tutti i membri produttori;

c) 300 voti sono suddivisi tra i membri produttori in proporzione al valore medio delle loro esportazioni nette di legni tropicali nell'ultimo periodo triennale per il quale sono disponibili cifre definitive.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, il totale dei voti attribuiti secondo il paragrafo 2 del presente articolo ai membri produttori della regione d'Africa é ugualmente ripartito tra tutti i membri produttori della regione. Se rimangono voti, ciascuno di questi voti é conferito ad un membro produttore della regione d'Africa: il primo al membro produttore che ottiene il maggior numero di voti calcolati secondo il par.2 del presnte articolo, il secondo al membro produttore che si colloca al secondo posto secondo il numero dei voti ottenuti, e così via fino a quando tutte i rimanenti voti non siano stati suddivisi.

4. Ai fini del calcolo della suddivisione dei voti secondo il paragrafo 2 b) del presente articolo per "risorse forestali tropicali" s'intendono le formazioni forestali produttive a denso fogliame come definite dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO).

5. I voti dei membri consumatori sono suddivisi come segue: ciascun membro consumatore dispone di 10 voti di base; la rimanenza dei voti é suddivisa tra i membri consumatori proporzionalmente al volume medio delle loro importazioni nette di legni tropicali nel periodo triennale avente inizio quattro anni prima della suddivisione dei voti.

6. Il Consiglio suddivide i voti per ciascun esercizio all'inizio della sua prima sessione dell'esercizio secondo le disposizioni del presente articolo. Tale suddivisione continua ad essere in vigore per la rimanente durata dell'esercizio, con riserva delle disposizioni del paragrafo 7 del presente articolo.

7. Quando la composizione dell'Organizzazione e modificata o il diritto di voto di un membro sospeso o ristabilito in applicazione di una disposizione del presente Accordo, il Consiglio procede ad una nuova suddivisione dei voti all'interno della categoria o delle categorie di membri in causa, secondo le disposizioni del paragrafo 7 del presente articolo.Il Consiglio stabilisce la data alla quale la nuova suddivisione dei voti avrà effetto.

8. Non può esservi frazionamento di voti.

Articolo 11
Procedura di voto al Consiglio

1. Ciascun membro dispone, per il voto, del numero di voti che detiene al Consiglio e non ha facoltà di dividere i suoi voti. Tuttavia un membro non é tenuto a esprimere nello stesso modo dei suoi voti quelli che é autorizzato ad utilizzare ai sensi del par. 2 del presente articolo.

2. Mediante notifica scritta indirizzata al Presidente del Consiglio, ogni membro produttore può autorizzare, sotto la propria responsabilità, ogni altro membro produttore, ed ogni membro consumatore può autorizzare sotto la propria responsabilità, ogni altro membro consumatore a rappresentare i suoi interessi ed ad utilizzare i suoi voti in ogni seduta del Consiglio.

3. Un membro che si astiene, é considerato come non avente utilizzato i suoi voti.

Articolo 12
Decisioni e raccomandazioni del Consiglio

1. Il Consiglio fa di tutto per adottare le sue decisioni e formulare le sue raccomandazioni mediante consenso. In mancanza di consenso, tutte le decisioni e le raccomandazioni del Consiglio sono adottate con voto a maggioranza semplice ripartita, salvo se il presente Accordo prevede un voto speciale.
2. Se un membro invoca le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 11 ed i suoi voti sono utilizzati in una seduta del Consiglio, questo membro è considerato ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, come presente e votante.

Articolo 13
Quorum al Consiglio

1. Il quorum richiesto per ogni seduta del Consiglio è costituito dalla presenza della maggioranza dei membri di ciascuna categoria di cui all'articolo 4, con riserva che i membri cosi'presenti detengano almeno i due terzi del totale dei voti nella loro categoria.

2. Se il quorum definito al paragrafo 1 del presente articolo non è raggiunto nè durante il giorno stabilito per la seduta, nè l'indomani, il quorum sarà costituito, nei giorni successivi della sessione, dalla presenza della maggioranza dei membri di ciascuna categoria di cui all'articolo 4, con riserva che i membri così presenti detengano la maggioranza del totale dei voti nella loro categoria.

3. Ogni membro rappresentato secondo il paragrafo 2 dell'articolo 11 é considerato presente.

Articolo 14
Cooperazione e coordinamento con altre organizzazioni

1. Il Consiglio adotta ogni adeguata disposizione a fini di consultazione o di cooperazione con l'Organizzazione delle Nazioni Unite ed i suoi organi, in particolare la Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo (UNCTAD) e la Commissione di sviluppo durevole (CSD), le organizzazioni intergovernative come l'Accordo generale sulle tariffe doganali ed il commercio (GATT) e la Convenzione sul commercio internazionale delle specie di fauna e flora selvatiche minacciate d'estinzione (CITES) e le organizzazioni non governative.

2. L'Organizzazione utilizza in tutta la misura del possibile, le agevolazioni, i servizi e le conoscenze specializzate di organizzazioni intergovernative, governative e non governative esistenti per evitare l'accavallamento degli sforzi realizzati per conseguire gli obiettivi del presente Accordo e rafforzare la complementarità e l'efficacia delle loro attività.

Articolo 15
Ammissione di osservatori

Il Consiglio puo invitare ogni paese non membro, o una qualsiasi delle organizzazioni di cui agli articoli 14, 20 e 29 interessata dalle attività dell'Organizzazione, ad assistere in qualità di osservatore ad una qualsiasi delle riunioni del Consiglio.

Articolo 16
Il Direttore esecutivo, ed il personale

1. Il Consiglio nomina con voto speciale, il Direttore esecutivo.

2. Le modalità e le condizioni di assunzione del Direttore esecutivo sono stabilite dal Consiglio.

3. Il Direttore esecutivo è il massimo funzionario dell'Organizzazione; e responsabile dinanzi al Consiglio dell'amministrazione e del funzionamento del presente Accordo in conformità con le decisioni del Consiglio.

4. Il Direttore esecutivo nomina il personale in conformità con lo statuto stabilito dal Consiglio. Il Consiglio stabilisce con un voto speciale l'organico dei dirigenti superiori e della categoria di amministratori che il Direttore esecutivo é autorizzato a nominare. Ogni modifica dell'organico dei dirigenti superiori e della categoria di amministratori é decisa dal Consiglio con voto speciale. Il personale é responsabile davanti al Direttore esecutivo.

5. Nè il Direttore esecutivo, ne alcun membro del personale debbono avere interessi finanziari nell'industria o nel commercio dei legni, ne in attività commerciali connesse.

6. Nell'esercizio delle loro funzioni, il Direttore esecutivo e gli altri membri del personale non sollecitano nè accettano istruzioni da alcun membro o altra autorità esterna all'Organizzazione. Essi si astengono da ogni atto suscettibile di avere incidenze sfavorevoli sulla loro situazione di funzionari internazionali responsabili in ultima istanza dinnanzi al Consiglio. Ciascun membro dell'Organizzazione deve rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle responsabilità del Direttore esecutivo e degli altri membri del personale senza tentare di influenzarli nell'esercizio delle loro responsabilità.

CAPITOLO V- PRIVILEGI ED IMMUNITA'

Articolo 17
Privilegi ed immunità

1. L'Organizzazione ha personalità giuridica. Essa ha in particolare capacità di stipulare contratti, di acquistare e di cedere beni mobili ed immobili e di intentare azioni legali.

2. Lo statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del suo Direttore esecutivo, del suo personale e dei suoi esperti, nonché dei delegati dei membri quando si trovano sul territorio del Giappone, continuano ad essere regolati dall'Accordo di sede tra il Governo del Giappone e l'Organizzazione internazionale dei legni tropicali firmato a Tokio il 27 febbraio 1988, in considerazione degli emendamenti che possono essere necessari per una corretta applicazione del presente Accordo.

3. L'Organizzazione può inoltre concludere con uno o più altri paesi, accordi che devono essere approvati dal Consiglio, inerenti ai poteri, privilegi ed immunità eventualmente necessari per la corretta applicazione del presente Accordo.

4. Se la sede dell'Organizzazione e trasferita in un altro paese, il membro in questione conclude con l'Organizzazione, il prima possibile, un accordo di sede che deve esser approvato dal Consiglio. In attesa della conclusione di detto accordo, l'Organizzazione chiede al nuovo Governo l'esenzione fiscale nei limiti della sua legislazione nazionale sugli emolumenti corrisposti dall'Organizzazione al suo personale e sugli averi, redditi ed altri beni dell'Organizzazione.

.5. L'Accordo di Sede è indipendente dal presente Accordo. Tuttavia, esso può cessare:

a) per reciproco consenso del Governo ospite e dell'Organizzazione;

b) se la sede dell'Organizzazione è trasferita fuori dal territorio del Governo ospite; oppure

c) se l'Organizzazione cessa di esistere.

CAPITOLO VI - DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 18
Conti finanziari

1. Per il funzionamento e la gestione del presente Accordo sono istituiti :

a) Il conto amministrativo;
b) il conto speciale;
c) il Fondo per il partenariato di Bali; e
d) tutti gli altri conti che il Consiglio reputa appropriati e necessari.

2. Il Direttore esecutivo é responsabile della gestione dei conti ed il Consiglio stabilisce nelle regole di gestione finanziaria dell'Organizzazione le disposizioni necessarie.

Articolo 19
Conto amministrativa

1. Le spese necessarie per l'amministrazione del presente Accordo sono imputate sul conto amministrativo e coperte con i contributi annuali pagati dai membri, in base alle loro rispettive procedure costituzionali o istituzionali, e calcolate secondo i paragrafi 3, 4 e 5 del presente articolo.

2. Le spese delle delegazioni al Consiglio, ai comitati e ad ogni altro organo sussidiario del Consiglio di cui all'articolo 26 sono a carico dei membri interessati. Quando un membro domanda all'Organizzazione servizi speciali, il Consiglio informa il membro che i costi relativi saranno a suo carico.

3. Prima della fine di ciascun esercizio, il Consiglio adotta il bilancio preventivo amministrativo dell'Organizzazione per l'esercizio successivo e stabilisce il contributo di ciasucn membro a questo bilancio preventivo.

4. Per ciascun esercizio, il contributo di ciascun membro al bilancio amministrativo é proporzionale al rapporto esistente al momento dell'adozione del bilancio preventivo amministrativo di detto esercizio, tra il numero di voti di questo membro ed il numero totale di voti dell'insieme dei membri. Ai fini della fissazione dei contributi, i voti di ciascun membro saranno calcolati senza tener conto né della sospnesione dei diritti di voto di un memmbro nè della nuova suddivisione dei voti che ne risulta.

5. Il Consiglio stabilisce il contributo iniziale di ogni membro, che aderisce all'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, in funzione del numero di voti che lo stesso membro deve detenere e della frazione non trascorsa dell'esercizio in corso; in ogni caso i contributi richiesti agli altri membri per l'esercizio in corso non sono modificati.

6. I contributi ai bilanci preventivi amministrativi sono esigibili il primo giorno di ciascun esercizio. I contributi dei membri per l'esercizio in corso durante il quale divengono membri dell'Organizzazione sono esigibili alla data in cui divengono membri.

7. Se un membro non ha integralmente versato il suo contributo al bilancio preventivo amministrativo nei quattro mesi successivi alla data in cui il contributo é esigibile ai sensi del paragrafo 6 del presente articolo, il Direttore esecutivo sollecita il membro ad effettuare il pagamento il prima possibile. Se tale membro non ha ancora pagato il suo contributo nei due mesi successivi a questa richiesta, é pregato di indicare le ragioni per le quali non ha potuto effettuare il pagamento. Se non ha ancora versato il suo contributo sette mesi dopo la data in cui lo stesso é esigibile, i suoi diritti di voto saranno sospesi fino al versamento integrale del contributo, a meno che il Consiglio non decida diversamente con voto speciale. Se, di converso, un membro ha integralmente versato il suo contributo al bilancio amministrativo nei quattro mesi seguenti la data in cui é esigibile ai sensi del paragrafo 6 del presente articolo, questo membro beneficierà di uno sgravio contributivo secondo le modalità stabilite dal Consiglio nelle regole di gestione finanziaria dell'Organizzazione.

8. Un membro i cui diritti sono stati sospesi in attuazione del paragrafo 7 del presente articolo e tenuto a pagare il suo contributo.

Articolo 20
Conto speciale

1. Sono istituiti due sotto-conti del conto speciale:

a) Il sotto-conto dei progetti preliminari;
b) Il sotto-conto dei progetti.

2. Le possibili fonti di finanziamento del conto speciale sono le seguenti:

a) Fondo comune per i prodotti di base;
b) Istituti finanziari regionali e internazionali;
c) Contributi volontari.

3. Le risorse del conto speciale sono utilizzate solo per progetti preliminari e progetti approvati.

4. Tutte le spese iscritte nel sotto-conto dei progetti preliminari vengono rimborsate imputandole nel sotto-conto dei progetti, qualora i progetti siano in seguito approvati e finanziati. Se entro sei mesi successivi all'entrata in vigore del presente Accordo, il Consiglio non ha ricevuto fondi per il sotto-conto dei progetti preliminari, il Consiglio riesamina la situazione e prende le decisioni appropriate.

5. Tutti gli incassi relativi a progetti preliminari o a progetti identificabili a titolo del conto speciale, sono versati su questo conto. Tutte le spese relative ai progetti preliminari o ai progetti, ivi compresa la retribuzione e le spese di viaggio di consulenti e di esperti, sono da imputare sullo stesso conto.

6. Il Consiglio stabilisce con voto speciale le condizioni e le modalità secondo le quali, nel momento opportuno e nei casi appropriati, potrebbe sponsorizzare progetti da finanziare con dei prestiti a condizione che uno o più dei suoi membri si siano volontariamente assunti tutti gli obblighi e le responsabilità relative a questi prestiti. L'Organizzazione non si assume alcun obbligo per questi prestiti.

7. Il Consiglio puo designare e sponsorizzare ogni ente con il consenso di quest'ultimo, ivi compreso un membro o gruppo di membri, che ricevera prestiti per il finanziamento di progetti approvati e si assumerà tutti gli obblighci che ne derivano, rimanendo inteso che l'Organizzazione si riserva il diritto di sorvegliare l'impiego delle risorse e di seguire l'esecuzione dei progetti in tal modo finanziati.

8. L'appartenenza all'Organizzazione non comporta, per nessun membro, qualsivoglia responsabilità per prestiti contratti o prestiti autorizzati per dei progetti da ogni altro membro o ente.

9. Qualora siano offerti all'Organizzazione contributi volontari senza una determinata destinazione, il Consiglio può accettare questi fondi. I fondi in questione possono essere utilizzati per progetti preliminari e progetti approvati.

11. I contributi versati per determinati progetti approvati sono utilizzati solo per i progetti cui erano inizialmente destinati, a meno che il Consiglio non decida diversamente con l'accordo del contribuente. Completato il progetto, l'Organizzazione restituisce l'eventuale saldo dei fondi a ciascun contribuente ai progetti specifici, proporzionalmente alla quota di ciascuno nel totale dei contributi inizialmente versati per finanziare questo progetto, a meno che il contribuente non convenga diversamente.

Articolo 21
Fondo per il partenariato di Bali

1. E' creato un Fondo per la gestione durevole delle foreste tropicali produttrici di legname da costruzione, destinate ad assistere i membri produttori negli investimenti necessari per conseguire l'obiettivo stipulato al capoverso d) dell'articolo primo del presente Accordo.

2. Il Fondo é costituito da:

a) contributi dei membri donatori;
b) il 50% dei redditi procurati dalle attività rélative al conto speciale;
c) risorse provenienti da altre fonti, private e pubbliche, che l'Organizzazione può accettare, in conformità con le sue regole di gestione finanziaria .

3. Le risorse del Fondo sono stanziate dal Consiglio unicamente per progetti preliminari e progetti che corrispondono ai fini enunciati al paragrafo 1 del presente articolo e che sono approvati secondo l'articolo 25.

4. Per lo stanziamento delle risorse del Fondo, il Consiglio tiene conto:

a) dei particolari fabbisogni dei membri il cui contributo al settore economico in materia di foreste e di legni é stato indebolito dall'applicazione della strategia mirante a far sì che, entro l'anno 2000, le esportazioni di legni tropicali e di prodotti derivati dai legni tropicali provengano da fonti gestite in modo durevole;

b) dei fabbisogni dei membri che possiedono importanti superfici forestali e che sono dotate di programmi di conservazione delle foreste produttrici di legname da costruzione.

5. Il Consiglio esamina ogni anno il carattere adeguato delle risorse di cui dispone il Fondo e si sforza di ottenere le risorse supplementari di cui necessitano i membri produttori per far fronte alle finalità del Fondo. La capacità dei membri di attuare la strategia di cui al capoverso a) del paragrafo 4 del presente articolo é influenzata dalla disponibilità delle risorse.

6. Il Consiglio definisce le politiche e le regole di gestione finanziaria relative al funzionamento del Fondo, comprese le regole relative alla liquidazione dei conti alla fine o allo scadere del presente Accordo.

Articolo 22
Modalità di pagamento

1. I contributi sul conto amministrativo devono esser pagati in monete liberamente utilizzabili e non sono soggetti a restrizioni del cambio.

2. I contributi finanziari sul conto speciale e sul Fondo per il partenariato di Bali sono pagabili in monete liberamente utilizzabili e non sono soggetti a limitazioni di cambio.

3. Il Consiglio puo inoltre decidere di accettare contributi sul conto speciale o sul Fondo per il partenariato di Bali sotto altre forme, ivi compreso sotto forma di materiale o di personale scientifico e tecnico per rispondere ai fabbisogni dei progetti approvati.

Articolo 23
Verifica e pubblicazione dei conti

1. Il Consiglio nomina dei revisori indipendenti incaricati di rivedere i conti dell'Organizzazione.

2. Dovranno essere a disposizione dei membri, il prima possibile dopo la fine di ogni esercizio finanziario ma non oltre sei mesi da questa data, i resoconti del conto amministrativo, del conto speciale e del Fondo per il partenariato di Bali, riveduti da revisori indipendenti, ed il Consiglio li esaminerà in vista della loro approvazione nella successiva sessione, a seconda di come convenga. Sarà poi pubblicato un estratto riepilogativo dei conti e del bilancio riveduti.

CAPITOLO VII. ATTIVITA OPERATIVE

Articolo 24
Attività relative alla politica generale dell'Organizzazione

Per conseguire gli obiettivi di cui all'articolo primo, l'Organizzazione intraprende attività relative alla politica geenrale ed ai progetti nei settori dell'informazione economica e dell'informazione sul mercato, del rimboschimento, della gestione forestale e dell'industria forestale, procedendo in maniera equilibrata ed integrando per quanto possibile i lavori di politica generale e le attività in materia di progetto.

Articolo 25
Attività progettuali dell'Organizzazione

1. Per quanto concerne i fabbisogni dei paesi in via di sviluppo, i membri possono sottoporre al Consiglio proposte di progetti preliminari e di progetti nei settori della ricerca-sviluppo, dell'informazione commerciale, della trasformazione crescente e sempre più avanzata nei paesi membri produttori, del rimboschimento e della gestione forestale. I progetti preliminari ed i progetti dovrebbero contribuire alla realizzazione di uno o piu obiettivi del presente Accordo.

2. Per l'approvazione dei progetti preliminari e del progetti, il Consiglio tiene conto:

a) della loro pertinenza riguardo agli obiettivi del presente Accordo;
b) delle loro incidenze ecologiche e sociali;
c) dell'auspicabilità del mantenimento di un equilibrio geografico adeguato;
d) degli interessi e delle caratteristiche di ciascuna delle regioni produttrici in via di sviluppo;
e) dell'auspicabilità di un'equa suddivisione delle risorse tra i settori menzionati nel paragrafo 1 del presente articolo;
f) della loro redditività;
g) dell'opportunità di evitare gli accavallamenti di sforzi.

3. Il Consiglio istituisce un programma e delle procedure per l'offerta, lo studio e la classificazione, in ordine, prioritario dei progetti preliminari e dei progetti che sollecitano un finanziamento dell'Organizzazione, nonché per la loro attuazione, seguito e valutazione. Il Consiglio si pronuncia sull'approvazione dei progetti preliminari e dei progetti destinati ad esser finanziati o sponsorizzati secondo gli articoli 20 e 21.

4. Il Direttore esecutivo può sospendere l'esborso dei fondi dell'Organizzazione per un progetto preliminare o un progetto se questi fondi non sono utilizzati secondo la descrizione del progetto. Il Direttore esecutivo presenta un rapporto al Consiglio nella sessione successiva, per esame. Il Consiglio adotta le decisioni del caso.

5. Il Consiglio puo, con voto speciale, decidere di interrompere di sponsorizzare un progetto preliminare o un progetto.

Articolo 26
Istituzione di comitati

1. I seguenti comitati sono istituiti dall'Accordo in quanto comitati dell'Organizzazione:

a) Comitato dell'informazione economica e dell'informazione sul mercato;
b) Comitato del rimboschimento e della gestione forestale;
c) Comitato dell'industria forestale
d) Comitato finanziario e amministrativo

2. Il Consiglio puo, con voto speciale, istituire gli altri comitati ed organi sussidiari che ritiene adeguati e necessari.

3. Ogni comitato e aperto alla partecipazione di tutti i membri. Il regolamento interno dei comitati e stabilito dal Consiglio.

4. I comitati e gli organi sussidiari di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo sono responsabili davanti al Consiglio e lavorano sotto la sua direzione generale. Le riunioni dei comitati e degli organi sussidiari sono convocate dal Consiglio.

Articolo 27
Funzioni dei comitati

1. Le funzioni del Comitato dell'informazione economica e dell'informazione sul mercato sono le seguenti:

a) Esaminare in maniera continuativa la disponibilità e la qualità delle statistiche e le altre informazioni di cui l'Organizzazione ha bisogno;

b) analizzare i dati statistici e gli indicatori specifici stabiliti dal Consiglio per la sorveglianza del commercio internazionale dei legni;

c) seguire in maniera continuativa il mercato internazionale dei legni, la sua situazione attuale e le prospettive a breve termine sulla base dei dati di cui al capoverso b) di cui sopra e le altre informazioni pertinenti, ivi comprese le informazioni su scambi non inclusi nelle statistiche ;
d) indirizzare raccomandazioni al Consiglio sulla necessità e la natura di studi appropriati sui legni tropicali compresi i prezzi, l'elasticità del mercato, i prodotti di sostituzione, la commercializzazione dei nuovi prodotti e le prospettive a lungo termine del mercato internazionale dei legnami tropicali, seguire l'esecuzione degli studi richiesti dal Consiglio ed esaminarli;
e) adempiere ad ogni altro compito affidatogli dal Consiglio riguardo agli aspetti economici, tecnici e statistici dei legni;
f) agevolare la cooperazione tecnica a favore dei paesi membri in via di sviluppo per il miglioramento dei loro servizi statistici pertinenti.

2. Le funzioni del Comitato di rimboschimento e della gestione forestale sono i seguenti:

a) promuovere la cooperazione tra i membri in quanto soci nello sviluppo di attività forestali nei paesi membri, in particolare nei seguenti settori:

    i) rimboschimento;
    ii) riabilitazione;
    iii) gestione forestale

b) Incoraggiare l'accrescimento dell'assistenza tecnica e del trasferimento di tecnologie verso i paesi in via di sviluppo nei settori del rimboschimento e della gestione forestale;

c) seguire le attività in corso in questi settori; determinare ed esaminare i problemi e le soluzioni possibili in cooperazione con le organizzazioni competenti;

d) esaminare regolarmente i futuri fabbisogni del commercio internazionale dei legnami tropicali e su questa base determinare ed esaminare i piani e le misure possibili ed adeguate nei settori del rimboschimento, della riabilitazione e della gestione forestale;

e) agevolare il trasferimento di conoscenze in materia di rimboschimento e di gestione forestale, con l'aiuto delle organizzazioni competenti;

f) coordinare ed armonizzare queste attività in vista di una operazione nel settore del rimboschimento e della gestione forestale con le attività pertinenti svolte altrove, in particolare sotto l'egida dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO), del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP), della Banca mondiale del Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo (UNDP), delle banche regionali di sviluppo e di altre organizzazioni competenti.

3. Le funzioni del Comitato dell'industria forestale sono le seguenti:

a) promuovere la cooperazione tra paesi membri come soci nello sviluppo delle attività di trasformazione svolte dai paesi membri produttori, in particolare nei seguenti settori:

i) sviluppo di prodotti grazie al trasferimento di tecnologie;
ii) valorizzazione di risorse umane e formazione;
iii) normalizzazione della nomenclatura dei legni tropicali;
iv) armonizzazione delle specifiche relative ai prodotti trasformati;
v) incentivi per gli investimenti e le co-imprese;
vi) commercializzazione, compresa la promozione delle essenze meno note e meno utilizzate;

b) favorire lo scambio di informazioni per agevolare i cambiamenti strutturali legati alla trasformazione crescente e sempre più avanzata, nell'interesse di tutti i paesi membri, in particolare dei paesi membri in via di sviluppo;

c) seguire le attività in corso in questo settore, e determinare ed esaminare i problemi e le loro possibili soluzioni in cooperazione con le organizzazioni competenti;

d) incoraggiare l'accrescimento della cooperazione tecnica per la trasformazione dei legnami tropicali a vantaggio dei paesi membri produttori.

4. Al fine di promuovere una equilibrata conduzione delle attività dell'Organizzazione relative alla politica generale ed ai progetti, il Comitato dell'informazione economica e dell'informazione sul mercato, il Comitato di rimboschimento e della gestione forestale ed il Comitato dell'industria forestale devono tutti e tre:

a) provvedere efficacemente all'apprezzamento, al seguito ed alla valutazione dei progetti preliminari e dei progetti;

b) effettuare raccomandazioni al Consiglio sui progetti preliminari ed i progetti;

c) seguire l'attuazione dei progetti preliminari e dei progetti e garantire la raccolta e la pubblicizzazione dei loro risultati il più largamente possibile a beneficio di tutti i membri;

d) sviluppare e proporre al Consiglio idee in materia di politica generale;

e) esaminare regolarmente i risultati delle attività relative ai progetti ed alla politica generale e formulare raccomandazioni al Consiglio sul futuro programma dell'Organizzazione;

f) esaminare regolarmente le strategie, i criteri ed i settori prioritari per l'elaborazione del programma ed i lavori relativi ai progetti che figurano nel piano d'azione dell'Organizzazione e raccomandare al Consiglio le necessarie modifiche;

g) tener conto della necessità di rafforzare l'attuazione delle capacità e la valorizzazione delle risorse umane nei paesi membri;

h) effettuare ogni altro compito in relazione con gli obiettivi del presente Accordo loro deferiti dal Consiglio.

5. La ricerca-sviluppo e una funzione comune dei Comitati di cui ai paragrafi 1,2 e 3 del presente articolo.

6. Le funzioni del Comitato finanziario e amministrativo sono le seguenti:

a) Esaminare le proposte relative al bilancio preventivo amministrativo e le operazioni di gestione dell'Organizzazione ed indirizzare raccomandazioni al Consiglio in merito alla loro approvazione;

b) esaminare l'attivo dell'Organizzazione per garantire la sua prudente gestione e vigilare che l'Organizzazione disponga di sufficienti riserve per adempiere ai suoi compiti;

c) esaminare le incidenze di bilancio del programma di lavoro annuale dell'Organizzazione e le misure da adottare eventualmente per procurare le risorse necessarie alla sua esecuzione; indirizzare raccomandazioni al Consiglio al riguardo;

d) raccomandare al Consiglio la scelta di revisori dei conti indipendenti ed esaminare i conti da essi verificati;

e) raccomandare al Consiglio le modifiche che potrebbero ritenere di dover apportare al regolamento interno ed alle regole di gestione finanziaria;

f) esaminare i proventi dell'Organizzazione e in quale misura rappresentano un limite per i lavori del segretariato.

CAPITOLO VIII - RAPPORTI CON IL FONDO COMUNE PER I PRODOTTI DI BASE

Articolo 28
Relazioni con il Fondo comune per i prodotti di base

1. L'Organizzazione trarrà pienamente profitto dalle agevolazioni fornite dal Fondo comune per i prodotti di base.

CAPITOLO IX - STATISTICHE, STUDI ED INFORMAZIONE

Articolo 29
Statistiche, studi ed informazioni

1. Il Consiglio stabilisce strette relazioni con le organizzazioni intergovernative, governative e non governative competenti per agevolare l'ottenimento dei dati nonché informazioni recenti e fattibili sui legni non tropicali e sulla gestione durevole delle foreste produttrici di legnami. A seconda di come ritiene necessario per il funzionamento del presente Accordo, l'Organizzazione, in cooperazione con dette organizzaioni, riunisce, assembla e se del caso pubblica informazioni statistiche sulla produzione, l'offerta, il commercio, gli stock, il consumo ed i prezzi del mercato di legnami, sull'estensione delle risorse in legname e sulla gestione delle foreste produttrici di legname.

2. I membri comunicano, nella misura consentita dalla loro legislazione nazionale ed in tempi ragionevoli, statistiche ed informazioni sui legni, sul commercio degli stessi e sulle attività miranti ad assicurare una gestione durevole delle foreste produttrici di legname nonché altre informazioni richieste dal Consiglio. Il Consiglio decide quale tipo d'informazioni debba essere fornito in applicazione del presente paragrafo ed i modi di presentazione di tali informazioni.

3. Il Consiglio fa periodicamente compilare gli studi necessari sulle tendenze ed i problemi a breve ed a lungo termine dei mercati internazionali dei legni, nonché sui progressi compiuti in vista di una durevole gestione delle foreste produttrici di legname.

Articolo 30
Rapporto ed esame annnuali

1. Il Consiglio pubblica, entro i sei mesi seguenti la fine di ogni anno civile, un rapporto annuale sulle sue attività, nonché le altre informazioni che riterrà appropriate.

2. Il Consiglio esamina e valuta ogni anno:

a) La situazione internazionale relativa al legname;
b) gli altri fattori, questioni ed elementi che giudica attinenti alla realizzazione degli obiettivi del presente Accordo.

3. L'esame é effettuato, in considerazione:

a) delle informazioni comunicate dai membri sulla produzione, il commercio, l'offerta, gli stock, il consumo ed i prezzi nazionali dei legnami;
b) di altri dati statistici ed indicatori specifici forniti dai membri su domanda del Consiglio;
c) delle informazioni fornite dai membri sui progressi compiuti in vista di una gestione durevole delle foreste produttrici di legname;
d) delle altre informazioni pertinenti che il Consiglio puo procurarsi, sia direttamente sia tramite gli organismi del sistema delle Nazioni Unite e le organizzazioni intergovernative, governative o non governative.

4. Il Consiglio incentiva lo scambio di vedute tra paesi membri su:

a) la situazione per quanto concerne la gestione durevole delle foreste produttrici di legname e le questioni connesse nei paesi membri;
b) i flussi di risorse ed i fabbisogni per quanto concerne gli obiettivi, i criteri ed i principi direttivi stabiliti dall'Organizzazione.

5. Se richiesto in tal senso, il Consiglio s'impegna a rafforzare la capacità tecnica dei paesi membri, in particolare dei paesi membri in via di sviluppo, di procurarsi i dati necessari ai fini di un adeguato retaggio di informazioni, se del caso fornendo a tali membri risorse per la formazione professionale e agevolazioni.

6. I risultati dell'esame sono trascritti nei rapporti sulle delibere del Consiglio.

CAPITOLO X - DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 31
Reclami e controversie

Ogni reclamo nei confronti di un membro per inadempienza agli obblighi che gli sono imposti dal presente Accordo ed ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo é deferito al Consiglio per la decisione. Le decisioni del Consiglio in materia sono definitive ed hanno forza obbligatoria.

Articolo 32
Obblighi e responsabilità generali dei membri

1. Per tutta la durata del presente accordo, i membri si adoperano e collaborano per favorire la realizzazione degli obiettivi del presente Accordo e non prendono iniziative contrarie a detti obiettivi.

2. In particolare i membri s'impegnano ad accettare e ad applicare le decisioni che il Consiglio adotta ai sensi delle disposizioni del presente Accordo e non mettono in atto misure volte a limitare o a contrastare dette decisioni.

Articolo 33
Esenzione dagli obblighi

1. Qualora lo esigano circostanze eccezionali o di forza maggiore non esplicitamente considerate nel presente Accordo, il Consiglio può , con voto speciale, esentare un membro da un obbligo disposto dal presente accordo, se ritiene soddisfacenti le spiegazioni del membro stesso sulle ragioni che gli impediscono di adempiere a detto obbligo.

2. Il Consiglio, nel concedere un'esenzione ad un membro ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, ne specifica le modalità, le condizioni, la durata ed i motivi.

Articolo 34
Provvedimenti differenziali e riparatori e misure speciali

1. I membri in via di sviluppo importatori i cui interessi siano pregiudicati da misure adottate in applicazione del presente Accordo, possono chiedere al Consiglio adeguati provvedimenti differenziali e riparatori. Il Consiglio esamina la possibilità di prendere misure appropriate secondo i paragrafi 3 e 4 della sezione III della risoluzione 93(IV) della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo.

2. I membri che appartengono alla categoria dei paesi meno avanzati come definita dall'Organizzazione delle Nazioni Unite possono chiedere al Consiglio di beneficiare di misure speciali, secondo il paragrafo 4 della sezione III della risoluzione 93 (IV) ed i paragrafi 56 e 57 della Dichiarazione di Parigi e del Programma d'azione per gli anni '90 a favore dei paesi meno avanzati.

Articolo 35
Riesame

Il Consiglio riesaminera la sfera di applicazione del presente Accordo quattro anni dopo l'entrata in vigore dello stesso.

Articolo 36
Non- discriminazione

Nulla nel presente Accordo autorizza il ricorso a misure miranti a limitare o vietare il commercio internazionale del legno e dei prodotti derivati del legno, in particolare per quanto concerne le importazioni e l'uso del legno e dei prodotti derivati del legno.

CAPITOLO XI - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 37
Depositario

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e designato quale depositario del presente Accordo.

Articolo 38
Firma, ratifica, accettazione ed approvazione

1. Dal 1 aprile 1994 fino allo scadere del termine di un mese dopo la data della sua entrata in vigore, il presente Accordo sara aperto, presso la sede delle Nazioni Unite, alla firma dei Governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite per la negoziazione di un accordo destinato a succedere all'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali.

2. Ogni governo di cui al paragrafo 1 del presente articolo può:

a) al momento di firmare il presente Accordo, dichiarare che con questa firma esprime il suo consenso a far parte del presente Accordo (firma definitiva) oppure

b) dopo aver firmato il presente Accordo, ratificarlo, accettarlo o approvarlo mediante il deposito di uno strumento a tal fine presso il depositario.

Articolo 39
Adesione

1. Possono aderire al presente Accordo i governi di tutti gli Stati. L'adesione e subordinata alle condizioni fissate dal Consiglio, tra cui un limite di tempo per il deposito degli strumenti di adesione. Tuttavia il Consiglio può concedere una proroga ai governi che non sono in grado di aderire entro il termine stabilito.

2. L'adesione si effettua con il deposito di uno strumento di adesione presso il depositario.

Articolo 40
Notifica di applicazione provvisoria

Un governo firmatario che intende ratificare, accettare o approvare il presente Accordo, oppure un governo per il quale il Consiglio ha stabilito le condizioni per l'adesione ma che non ha ancora potuto depositare il proprio strumento, può informare il depositario in qualsiasi momento della propria intenzione di applicare l'Accordo a titolo provvisorio, sia quando quest'ultimo entrerà in vigore secondo l'articolo 41 sia, se é già in vigore, ad una data specificata.

Articolo 41
Entrata in vigore

1. L' Accordo entra in vigore definitivamente il 1 febbraio 1995 o in qualsiasi data successiva se 12 governi di paesi produttori che detengono almeno il 55% del totale dei voti attribuiti secondo l'annesso A del presente Accordo e 16 Governi di paesi consumatori che detengono almeno il 70% del totale dei voti attribuiti secondo l'annesso B del presente Accordo hanno definitivamente firmato il presente Accordo o l'hanno ratificato, accettato o approvato o vi hanno aderito, secondo il paragrafo 2 dell'articolo 38 o l'articolo 39.

2. Se il presente Accordo non é entrato in vigore a titolo definitivo il 1 febbraio 1995, esso entrerà in vigore a titolo provvisorio in tale data o ad ogni altra data nei sei mesi seguenti, se 10 governi di paesi produttori che detengono almeno il 50% del totale dei voti attribuiti in conformità con l'annesso A del presente Accordo e 14 governi di paesi consumatori che detengono almeno il 65% del totale dei voti attribuiti in conformità con l'annesso B del presente Accordo, hanno firmato definitivamente l'Accordo oppure l'hanno ratificato, accettato o approvato in conformità del par. 2 dell'articolo 38 o hanno notificato il depositario, in conformità con l'articolo 40, che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio.

3. Se non sono riunite, il 1 settembre 1995, le condizioni per l'entrata in vigore previste al paragrafo 1 o al paragrafo 2 del presente articolo, il Segretario geenrale dell'Organizzaizone delle Nazioni Unite inviterà i governi che avranno firmato definitivamente il presente Accordo o che lo avranno ratificato, accettato o approvato secondo il paragrafo 2 dell'articolo 38, o che avranno notificato al depositario che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio, a riunirsi il prima possibile per decidere se l'Accordo entrerà in vigore tra di essi a titolo provvisorio o definitivo, in totalità o in parte. I governi che decideranno di mettere in vigore il presente Accordo tra di loro, a titolo provvisorio, potranno riunirsi periodicamnte per riesaminare la situazione e decidere se l'Accordo entrerà in vigore tra di loro a titolo definitivo.

4. Per ogni governo che non ha notificato al depositario secondo l'articolo 40 che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio e che deposita il suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, quest'ultimo entrerà in vigore alla data di questo deposito.

5. Il Direttore esecutivo dell'Organizzazione convocherà il Consiglio il prima possibile dopo l'entrata in vigore del presente Accordo.

Articolo 42
Emendamenti

1. Il Consiglio può con voto speciale, raccomandare ai membri degli emendamenti al presente Accordo.

2. Il Consiglio stabilisce una data entro la quale i membri devono aver notificato al depositario la loro accettazione dell'emendamento.

3. Un emendamento entra in vigore novanta giorni dopo che il depositario ha ricevuto le notifiche di accettazione di membri che rappresentano almeno due terzi dei membri produttori totalizzando almeno il 75% dei voti dei membri produttori, e di membri che rappresentano almeno due terzi dei membri consumatori, totalizzando almeno il 75% dei voti dei membri consumatori.

4. Dopo che il depositario ha informato il Consiglio che sono state soddisfatte le condizioni previste per l'entrata in vigore dell'emendamento, ed in deroga alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo relative alla data stabilita dal Consiglio, un membro può ancora notificare al depositario la propria accettazione dell'emendamento a condizione che detta notifica avvenga prima dell'entrata in vigore dello stesso emendamento.

5. Un membro che non ha notificato l'accettazione di un emendamento alla data in cui detto emendamento entra in vigore, cessa di essere parte al presente Accordo a decorrere da tale data a meno che non abbia dimostrato al Consiglio di non aver potuto accettare l'eemndamento in tempo debito a causa di difficoltà emerse nell'espletamento delle sue procedure costituzionali o istituzionali e sempre che il Consiglio decida di prorogare per detto membro il termine di accettazione. L'emendamento non sarà vincolante per il suddetto membro fino a quando quest'ultimo non abbia notificato la sua accettazione.

6. Se alla data stabilita dal Consiglio in conformità del paragrafo 2 del presente articolo non sono soddisfatte le condizioni per l'entrata in vigore dell'emendamento, quest'ultimo deve considerarsi ritirato.

Articolo 43
Recesso

1. Ogni membro può recedere dal presente Accordo in qualsiasi momento dopo l'entrata in vigore dell'Accordo stesso, notificando il proprio recesso per iscritto al depositario. Simultaneamente il membro comunica la propria decisione al Consiglio.

2. Il recesso ha effetto 90 giorni dopo che il depositario ne ha ricevuto notifica.

3. Il recesso non esonera i membri dagli obblighi finanziari contratti nei confronti dell'Organizzazione.

Articolo 44
Esclusione

Se il Consiglio ritiene che un membro ha trasgredito agli obblighi derivanti dal presente Accordo e che tale inadempienza ostacola notevolmente il funzionamento dell' Accordo, lo stesso Consiglio può, con voto speciale, escludere detto membro dall'Accordo. Il Consiglio ne notifica immediatamente il depositario. Sei mesi dopo la data della decisione del Consiglio, il membro cessa di essere parte del presente Accordo.

Articolo 45
Liquidazione dei conti dei membri che recedono o che sono esclusi, o dei membri che non sono in grado di accettare un emendamento

1. Il Consiglio procede alla liquidazione dei conti di un membro che cessa di essere parte contraente del presente Accordo per i seguenti motivi:

a) non accettazione di un emendamento all'Accordo in applicazione dell' articolo 42;

b) recesso dall'Accordo in applicazione dell'articolo 43, oppure

c) esclusione dall'Accordo in applicazione dell'articolo 44.

2. Il Consiglio trattiene ogni contributo versato sul conto amministrativo, sul conto speciale o sul Fondo per il partenariato di Bali, da un membro che cessa di essere parte al presente Accordo.

3. Un membro che ha cessato di essere parte del presente Accordo non ha diritto ad alcuna quota del ricavo della liquidazione dell'Organizzazione né di altri averi dell'Organizzazione. Ad esso non può neppure essere imputata alcuna quota dell'eventuale disavanzo dell'Organizzazione al termine del presente Accordo.

Articolo 46
Durata, proroga e cessazione del presente Accordo

1. Il presente Accordo rimane in vigore per un periodo di quattro anni a decorrere dallqa data della sua entrata in vigore, a meno il Consiglio non decida con voto speciale, di prorogarlo, di rinegoziarlo o di porvi fine a norma delle disposizioni del presente articolo.

2. Il Consiglio, con voto speciale, puo decidere di prorogare il presente Accordo per due periodi di tre anni ciascuno.

3. Se, prima della scadenza del periodo di quattro anni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, o prima dello scadere di un periodo di proroga di cui al paragrafo 2 del presente articolo, a seconda dei casi, é stato negoziato ma non é ancora entrato in vigore a titolo provvisorio definitivo un nuovo Accordo destinato a sostituire il presente Accordo, il Consiglio può, con voto speciale, prorogare il presente Accordo fino all'entrata in vigore a titolo provvisorio o definitivo del nuovo Accordo.

4. Se un nuovo accordo é negoziato ed entra in vigore durante il periodo di proroga del presente Accordo in virtù del paragrafo 2 o del paragrafo 3 del presente articolo, il presente Accordo prorogato cessa di esistere al momento dell'entrata in vigore del nuovo Accordo.

5. In qualsiasi momento, con voto speciale, il Consiglio può decidere di porre fine al presente Accordo con effetto a decorrere da una data di sua scelta.

6. Nonostante la risoluzione del presente Accordo, il Consiglio continua ad esistere per un periodo non superiore a 18 mesi per procedere alla liquidazione dell'Organizzazione, ivi compresa la liquidazione dei conti e, con riserva di decisioni pertinenti da adottare con voto speciale, il Consiglio ha durante tale periodo ha i poteri e le funzioni che possono essergli necessarie a tal fine.

7. Il Consiglio notifica al depositario ogni decisione presa a norma del presente articolo.

Articolo 47
Riserve

Nessuna delle disposizioni del presente Accordo puo costituire oggetto di riserva.

Articolo 48
Disposizioni supplementari e disposizioni transitorie

1. Il presente Accordo succede all'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali.

2. Tutte le disposizioni adottate in virtù dell'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali, sia dall'Organizzazione o da uno dei suoi organi, sia a loro nome, che saranno applicabili alla data di entrata in vigore del presente Accordo e per le quali non é specificato che il loro effetto scade a questa data, rimarranno applicabili a meno che siano modificate dalle disposizioni del presente Accordo.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo alle date indicate.

FATTO a Ginevra, il ventisei gennaio millenovecentonovantaquattro, i testi del presente Accordo redatti in arabo, cinese, francese, inglese, russo e spagnolo facenti egualmente fede.

LISTA DEI PAESI PRODUTTORI DOTATI DI RISORSE FORESTALI TROPICALI E/O ESPORTATORI NETTI DI LEGNI TROPICALI IN TERMINE DI VOLUME, E SUDDIIVISIONE DEI VOTI AI FINI DELL'ARTICOLO 41

Paese	Voti
Bolivia	21
Brasile	133
Camerun	23
Colombia	24
Congo	23
Costa d'Avorio	23
Costa Rica	9
Equador	14
Filippine	25
Gabon	23
Gana	23
Guinea Equatoriale	23
Guiana	14
Honduras	9
India	34
Indonesia	70
Liberia	23
Malesia	39
Messico	14
Myanmar	33
Paraguay	11
Panama	10
Papuasia-Nuova Guinea	28
Peru	25
Repubblica dominicana	9
Repubblica Unita di Tanzania	23
Salvador	9
Tailandia	20
Togo	23
Trinità e Tobago	9
Venezuela	10
Zaire	23
Totale	1 000

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2547):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 24 ottobre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 14 novembre 1996, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, VII, VIII, X, XI, XIII e XIV.

Esaminato dalla III commissione il 23 gennaio e 26 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 23 giugno, 29 settembre 1997 e approvato il 30 ottobre 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2858):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 novembre 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 9ª, 10ª, 13ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 marzo 1998.

Relazione scritta annunciata il 24 marzo 1998 (atto n. 2858/*A* - relatore sen. LAURICELLA).

Esaminato in aula e approvato il 7 aprile 1998.

98G0169

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651398) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DE LUCA
Via A. Herio, 21

◇ **L'AQUILA**
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A

◇ **PESCARA**
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)

◇ **SULMONA**
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonv. Occidentale, 10

◇ **TERAMO**
LIBRERIA DE LUCA
Via Riccitelli, 6

BASILICATA

◇ **MATERA**
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69

◇ **POTENZA**
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27

◇ **COSENZA**
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 70/A

◇ **PALMI**
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31

◇ **REGGIO CALABRIA**
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C

◇ **VIBO VALENTIA**
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

◇ **ANGRI**
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11

◇ **AVELLINO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30-32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47

◇ **BENEVENTO**
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71

◇ **CASERTA**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29-33

◇ **CASTELLAMMARE DI STABIA**
LINEA SCUOLA
Via Raiola, 69/D

◇ **CAVA DEI TIRRENI**
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253

◇ **ISCHIA PORTO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo

◇ **NAPOLI**
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20-23
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168-170
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18

◇ **NOCERA INFERIORE**
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;

◇ **POLLA**
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi

◇ **SALERNO**
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

◇ **BOLOGNA**
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
GIURIDICA EDINFORM
Via delle Scuole, 38

◇ **CARPI**
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15

◇ **CESENA**
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5

◇ **FERRARA**
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16-18

◇ **FORLÌ**
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12

◇ **MODENA**
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Berengario, 60

◇ **PARMA**
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D

◇ **PIACENZA**
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160

◇ **REGGIO EMILIA**
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M

◇ **RIMINI**
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16

◇ **PORDENONE**
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A

◇ **TRIESTE**
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30

◇ **UDINE**
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

◇ **FROSINONE**
LIBRERIA EDICOLA CARINCI
Piazza Madonna della Neve, s.n.c.

◇ **LATINA**
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28-30

◇ **RIETI**
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8

◇ **ROMA**
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68-70
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027

◇ **SORA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4

◇ **TIVOLI**
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10

◇ **VITERBO**
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Loc. Pietrare
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5

LIGURIA

◇ **CHIAVARI**
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37-38

◇ **GENOVA**
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R

◇ **IMPERIA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DI VIALE
Viale Matteotti, 43/A-45

LOMBARDIA

◇ **BERGAMO**
LIBRERIA LORENZELLI
Via G. D'Alzano, 5

◇ **BRESCIA**
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13

◇ **BRESSO**
LIBRERIA CORRIDONI
Via Corridoni, 11

◇ **BUSTO ARSIZIO**
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4

◇ **COMO**
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15

◇ **CREMONA**
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72

◇ **GALLARATE**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Pulicelli, 1 (ang. p. risorgimento)
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8

◇ **LECCO**
LIBRERIA PIROLA - DI LAZZARINI
Corso Mart. Liberazione, 100/A

◇ **LIPOMO**
EDITRICE CESARE NANI
Via Statale Briantea, 79

◇ **LODI**
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32

◇ **MANTOVA**
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32

◇ **MILANO**
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 13-15

◇ **MONZA**
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4

◇ **PAVIA**
LIBRERIA GALASSIA
Corso Mazzini, 28

◇ **SONDRIO**
LIBRERIA MAC
Via Caimi, 14

◇ **VARESE**
LIBRERIA PIROLA - DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

MARCHE

◇ **ANCONA**
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4-5-6
◇ **ASCOLI PICENO**
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8
◇ **MACERATA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6
◇ **PESARO**
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34
◇ **S. BENEDETTO DEL TRONTO**
LA BIBLIOFILA
Via Ugo Bassi, 38

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81-83

PIEMONTE

◇ **ALBA**
CASA EDITRICE I.C.A.P.
Via Vittorio Emanuele, 19
◇ **ALESSANDRIA**
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
◇ **BIELLA**
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14
◇ **CUNEO**
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10
◇ **NOVARA**
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32
◇ **TORINO**
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17
◇ **VERBANIA**
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra
◇ **VERCELLI**
CARTOLIBRERIA COPPO
Via Galileo Ferraris, 70

PUGLIA

◇ **ALTAMURA**
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16
◇ **BARI**
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
◇ **BRINDISI**
LIBRERIA PIAZZO
Corso Garibaldi, 38/A
◇ **CERIGNOLA**
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14
◇ **FOGGIA**
LIBRERIA PATIERNO
Via Dante, 21
◇ **LECCE**
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30
◇ **MANFREDONIA**
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126
◇ **MOLFETTA**
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24
◇ **TARANTO**
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **CAGLIARI**
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30-32
◇ **ORISTANO**
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19
◇ **SASSARI**
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42

SICILIA

◇ **ACIREALE**
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8-10
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
◇ **AGRIGENTO**
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17
◇ **CALTANISSETTA**
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111
◇ **CASTELVETRANO**
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106-108
◇ **CATANIA**
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
LIBRERIA RIOLO FRANCESCA
Via Vittorio Emanuele, 137
◇ **GIARRE**
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132-134
◇ **MESSINA**
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55
◇ **PALERMO**
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15-19
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA DARIO FLACCOVIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225
◇ **S. GIOVANNI LA PUNTA**
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259
◇ **SIRACUSA**
LA LIBRERIA DI VALVO E SPADA
Piazza Euripide, 22
◇ **TRAPANI**
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

◇ **AREZZO**
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42
◇ **FIRENZE**
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46/R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22/R
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84-86/R
◇ **GROSSETO**
NUOVA LIBRERIA
Via Mille, 6/A
◇ **LIVORNO**
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23-27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B
◇ **LUCCA**
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45-47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37
◇ **MASSA**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19
◇ **PISA**
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13
◇ **PISTOIA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37
◇ **PRATO**
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25
◇ **SIENA**
LIBRERIA TICCI
Via delle Terme, 5-7
◇ **VIAREGGIO**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **TRENTO**
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO**
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41
◇ **PERUGIA**
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53
◇ **TERNI**
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **BELLUNO**
LIBRERIA CAMPDEL
Piazza Martiri, 27/D
◇ **CONEGLIANO**
LIBRERIA CANOVA
Via Cavour, 6/B
◇ **PADOVA**
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42
◇ **ROVIGO**
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
◇ **TREVISO**
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31
◇ **VENEZIA**
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI
EDITORIALI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin
◇ **VERONA**
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
◇ **VICENZA**
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
— presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;
— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - *Direzione Marketing e Commerciale* - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1998

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1998
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1998 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1998

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari:
- annuale ... L. 484.000
- semestrale ... L. 275.000

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale ... L. 396.000
- semestrale ... L. 220.000

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i provvedimenti non legislativi:
- annuale ... L. 110.000
- semestrale ... L. 66.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale ... L. 102.000
- semestrale ... L. 66.500

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale ... L. 260.000
- semestrale ... L. 143.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale ... L. 101.000
- semestrale ... L. 65.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale ... L. 254.000
- semestrale ... L. 138.000

Tipo F - *Completo*. Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e non legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (ex tipo F):
- annuale ... L. 1.045.000
- semestrale ... L. 565.000

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso il tipo A2):
- annuale ... L. 935.000
- semestrale ... L. 495.000

Integrando con la somma di **L. 125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1998.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L. 1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L. 2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L. 154.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L. 100.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L. 8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1998
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L. 1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L. 1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L. 4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L. 451.000
Abbonamento semestrale	L. 270.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189

* 4 1 1 2 0 0 0 9 8 0 9 8 *

L. 7.500